

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039-200051225-20251209-DEL_444_7Approb-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Pièce 3 : ANNEXE

Annexe au rapport de justification des choix

Réponses apportées aux remarques des Personnes Publiques Associées

Projet de SCOT approuvé par délibération du Comité Syndical du 09 décembre 2025,

Le Président,



N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
1	ARS	Santé	<p>Certains enjeux sanitaires majeurs pourraient être renforcés ou précisés, en particulier : la gestion des interfaces santé-environnement (eau, biodiversité, zoonoses), l'anticipation des effets sanitaires du changement climatique (cancers cutanés, prolifération vectorielle), et la promotion d'un système alimentaire local résilient.</p>	<p>Il est proposé de rappeler les notions d'effets sanitaires du changement climatique et de promotion d'un système alimentaire local résilient dans les chapitres concernés du PAS.</p>
2	ARS	Santé	<p>Le SCoT gagnerait à intégrer une approche systémique santé-environnement-faune, en ligne avec les orientations nationales (PNSE 4, stratégie « One Health ») notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">○ La prévention des risques zoonotiques et vectoriels (eaux stagnantes, animaux sauvages, urbanisation maîtrisée)○ Le maintien des équilibres naturels et la promotion de pratiques agricoles soutenables.○ Valoriser et restaurer la trame bleue comme infrastructure de santé environnementale, support de biodiversité, de lutte contre les inondations et de confort climatique.○ Inscrire des objectifs de continuité écologique et hydraulique dans les documents d'urbanisme et projets d'aménagement.	<p>Il est proposé de rappeler les orientations nationales "One Health" dans le PAS et dans l'EIE.</p>
3	ARS	Santé	<p>Recommandation ARS :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Renforcer les mesures de protection qualitative des captages (zones tampons, agriculture moins impactante).○ Fixer une trajectoire claire de mise en conformité des réseaux d'assainissement (ANC et STEP).○ Préciser la stratégie d'adaptation à la variabilité future de la ressource (scénarios climatiques à l'échelle locale), et intégrer ces contraintes dans les plans d'urbanisme.	<p>Le DOO intègre déjà des dispositions concernant la protection des captages. Il est rappelé que le SCoT n'a pas vocation ni possibilité d'encadrer les pratiques agricoles à ce niveau, cela relève d'autres outils réglementaires.</p> <p>Concernant la mise en conformité des réseaux d'assainissement, la définition des trajectoires de conformité relève de l'action opérationnelle des collectivités compétentes, le SCoT ne se positionne pas sur ce sujet.</p> <p>La réalisation de scénarios climatiques à l'échelle locale relève d'études dédiées. Il est toutefois proposé que le DOO demande aux PLU et PLUi d'intégrer les études existantes, notamment les études prospectives sur la disponibilité de la ressource en eau.</p>
4	ARS	Santé	<p>Recommandation ARS :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Intégrer des prescriptions d'orientation des bâtiments et choix de matériaux favorisant le confort thermique d'été.○ Intégrer une vigilance sur les <u>végétaux allergisants</u> et les îlots de chaleur urbains.	<p>Il est proposé d'intégrer dans le DOO les propositions faites par l'ARS (chapitres sur la performance énergétique des bâtiments et sur la végétalisation des espaces urbains). Pour rappel, les documents d'urbanisme ne peuvent pas imposer l'usage d'un matériau plutôt qu'un autre.</p>
5	ARS	Santé	<p>Dans un contexte d'ensoleillement important et d'évolution climatique, la prévention des expositions excessives aux UV doit être anticipée. Aucune mention explicite du risque d'exposition solaire ou du cancer cutané, y compris dans les objectifs santé-environnement, le Document d'Orientation et d'Objectifs ou l'évaluation environnementale.</p>	<p>Il est proposé de rappeler dans le PAS la nécessité de prendre en compte le risque d'exposition solaire, et d'évoquer ce risque dans l'EIE</p>
6	ARS	Santé	<ul style="list-style-type: none">● Intégrer la prévention du risque UV dans les documents d'urbanisme via :<ul style="list-style-type: none">○ L'obligation d'ombrage végétal ou bâti dans les espaces publics, aires de jeux, espaces de santé, stades.○ Encourager des OAP "espaces publics" précisant les obligations de végétalisation avec espèces à grand développement.	<p>Il est proposé de demander dans le DOO aux PLU et PLUi une végétalisation systématique dans les projets d'espaces publics, sauf à justifier de contraintes techniques et financières. Il n'est pas envisagé de généraliser la mise en place d'OAP "Espaces Publics", mais de demander de prendre en compte ce sujet dans les OAP sectorielles (rénovation et construction neuve).</p>
7	ARS	Santé	<p>Recommandations ARS :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Intégrer des prescriptions sur la gestion des eaux stagnantes dans les documents d'urbanisme.○ Encourager des conceptions paysagères défavorables aux gîtes larvaires, et de façon générale sans risque entomologique	<p>Il est proposé d'intégrer dans le DOO une prescription demandant aux PLU et PLUi de prendre en compte ces problématiques dans les projets d'aménagement.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
8	ARS	Santé	<div><ul style="list-style-type: none">○ Envisager une interface avec les acteurs vétérinaires, agricoles ou faunistiques (ex : DDPP, GDS, OFB, etc.) sur la gestion des risques sanitaires partagés.<p>Le SCoT agit de manière préventive sur les milieux, mais ignore les zoonoses en tant que telles, et ne mobilise pas l'approche One Heath comme levier stratégique (cf. paragraphe 2).</p></div>	<p>Les articulations entre acteurs ne relèvent pas du rôle et de la portée du SCoT. Concernant l'intégration de l'approche One Health, cf. observation n°2.</p>
9	ARS	Santé	<div><ul style="list-style-type: none">● Intégrer la prévention du bruit dans les prescriptions des PLUi :<ul style="list-style-type: none">○ Encadrement de l'urbanisation à proximité des infrastructures classées (cartes de bruit).○ Imposition de traitements acoustiques passifs et actifs dans les bâtiments situés en zones exposées○ Réduction du bruit à la source : requalification des entrées de ville, revêtements phoniques, végétalisation d'écrans.○ Utiliser des indicateurs de suivi : cartographie des zones exposées > 65 dB(A) et % de population concernée.</div>	<p>Il est proposé de compléter la prescription n°III-20 en s'appuyant sur la remarque de l'ARS.</p> <p>La mise en place d'un nouvel indicateur de suivi dans l'évaluation environnementale concernant les risques de bruit aux abords des infrastructures classées n'est pas envisagé, du fait du travail conséquent de suivi que cela nécessiterait. Il est difficile pour mobiliser la donnée sur le nombre d'habitants concernées aux abords des routes bruyantes (nécessité de données carroyées).</p>
10	ARS	Santé	<div><p>Recommandation ARS :</p><ul style="list-style-type: none">○ Prescrire dans les documents d'urbanisme l'application de la circulaire du 8 février 2007 sur la gestion des sites pollués, qui concerne les établissements sensibles : Crèches, écoles maternelles et élémentaires, établissements hébergeant des enfants handicapés relevant du domaine médico-social, ainsi que les aires de jeux et espaces verts qui leur sont attenants,</div>	<p>Il n'est pas envisagé d'intégrer des prescriptions complémentaires concernant l'évitement des sites pollués, mais de laisser la main aux PLUi pour les arbitrages au cas par cas, en prenant en compte les politiques opérationnelles envisagées par les EPCI (renouvellement urbain). Le principe d'évitement systématique serait contraire à l'enjeu de densification via la mobilisation des friches urbaines.</p>
11	ARS	Santé	<div><p>La lutte contre l'habitat indigne est une externalité positive possible des orientations générales du SCoT, mais elle ne fait pas l'objet d'une stratégie dédiée ni d'indicateurs de suivi spécifiques.</p><p>Recommandations ARS :</p><ul style="list-style-type: none">○ Prendre en compte de façon explicite le repérage de l'habitat indigne dans les futures déclinaisons PLUi et PLH, via des cartographies, des indicateurs de vétusté et des liens renforcés avec les opérateurs sociaux et sanitaires.○ Etablir un lien explicite avec les Plans Départementaux d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et avec les dispositifs locaux de lutte contre l'habitat dégradé.</div>	<p>Il est proposé d'intégrer dans le DOO une prescription demandant aux PLU et PLUi de repérer l'habitat indigne, à l'appui des données disponibles.</p> <p>Il est proposé de rappeler la nécessaire articulation avec les PDALHPD et les dispositifs existants de lutte contre l'habitat dégradé, et d'évoquer le PDALHPD dans le diagnostic.</p>
12	ARS	Santé	<div><p>Mais pas de mention directe des perturbateurs endocriniens (PE), ni dans les diagnostics ni dans les prescriptions. Pas de lien retrouvé avec :</p><ul style="list-style-type: none">○ L'agriculture conventionnelle ou intensive (pesticides),○ Les matériaux de construction,○ Les déchets dangereux ou micropolluants urbains.<p>Recommandation ARS :</p><ul style="list-style-type: none">● Introduire une exigence de réduction de l'exposition aux PE via :<ul style="list-style-type: none">○ Encouragement à l'usage de matériaux de construction et d'aménagement sans substances CMR ni PE connus (label HQE, Bâtiment Santé+).○ Traduction d'un zéro phyto dans les espaces publics et dans les zones de captage (règlements de PLUi).○ Associer les PLUi et PCAET à la stratégie régionale perturbateurs endocriniens (SRPE).○ Inclure des indicateurs de suivi concernant l'usage des pesticides agricoles et urbains dans les territoires vulnérables (cf. PRSE et captages prioritaires)</div>	<p>Les sujets abordés, bien que pertinents sur le plan sanitaire, n'entrent pas dans la portée des documents d'urbanisme. Le SCoT n'a pas vocation à encadrer l'usage des pesticides.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
13	ARS	Santé	<div>Recommandation ARS :<ul style="list-style-type: none">○ Réaliser quelques campagnes de mesurage sur les zones à risque.</div>	La réalisation de campagnes de mesurage ne relève pas du SCoT.
14	ARS	Santé	<div>Recommandation ARS :<ul style="list-style-type: none">○ Cartographier les zones de vulnérabilité climatique (argiles, ruissellements, sécheresse) et intégrer ces données dans les zonages PLUi○ Traduire le confort d'été en prescriptions urbanistiques : orientation des bâtiments, ombrage, végétalisation obligatoire, limitation des îlots de chaleur.○ Renforcer l'intégration du bioclimatisme dans les projets résidentiels, économiques et équipements publics (matériaux, ventilation naturelle, densité raisonnée).○ Prévoir un accompagnement ciblé contre la précarité énergétique, notamment dans les quartiers anciens et les communes rurales (via les PLH, opérateurs de l'habitat, rénovation thermique).○ Assurer la compatibilité des ouvertures à l'urbanisation avec la disponibilité en eau potable et l'adéquation aux risques climatiques, en intégrant les rendements de réseaux AEP dans les critères d'urbanisation.○ Appuyer les collectivités dans l'application du SRADDET et des PCAET en fixant des objectifs climatiques locaux adaptés.</div>	<p>Il est proposé de compléter le DOO pour :</p> <ul style="list-style-type: none">- Demander aux PLU et PLUi d'intégrer les données cartographiques disponibles en matière de vulnérabilité climatique (zones d'aléas inondation, zone d'aléa fort pour retrait gonflement des argiles) ;- Intégrer la notion de confort d'été et les points à prendre en compte à ce niveau dans les projets d'aménagement. <p>Le DOO intègre déjà une prescription sur le développement du bioclimatisme.</p> <p>L'accompagnement de la lutte contre la précarité énergétique relève de l'action opérationnelle des collectivités et de leurs partenaires. Le DOO intègre déjà des prescriptions sur la rénovation thermique des logements existants.</p> <p>Le DOO intègre déjà des dispositions pour conditionner l'urbanisation à la disponibilité de l'eau potable et au respect des normes existantes en matière de rendement des réseaux.</p> <p>Le PETR prend note de la recommandation de l'ARS pour appuyer les collectivités compétentes en PCAET dans la définition des objectifs climatiques locaux.</p>
15	ARS	Santé	<div>Diagnostic sanitaire approfondi<p>La démarche reste centrée sur les effets environnementaux et n'intègre pas suffisamment de données sanitaires consolidées (épidémiologie environnementale, cartographie de vulnérabilités sanitaires locales, etc.) pouvant guider les priorités de planification.</p>Transversalité opérationnelle dans les prescriptions<p>Les mesures de santé environnementale restent souvent en annexe ou de nature informative, avec un risque qu'elles soient peu traduites concrètement dans les futurs PLUi. Les intentions devront être prescrites dans les PCAET, PLH, PDM et plans santé des collectivités.</p>Gestion partielle des risques sanitaires émergents<p>La pollution lumineuse, les perturbateurs endocriniens, ou les effets cumulés des expositions multiples (bruit + pollution + chaleur) ne sont que très partiellement abordés dans le SCoT.</p></div>	<p>Le PETR prend note des remarques générales de l'ARS qui n'appellent pas de modifications précises dans les documents. Le SCoT intègre d'ores et déjà des dispositions sur la prise en compte des risques, des nuisances et des pollutions, dans la limite de son champ d'action réglementaire et sans prendre le pas outre mesure sur les politiques opérationnelles des collectivités locales.</p>
16	ARS	Santé	<div>Vulnérabilités des petites communes rurales<p>Certaines zones, notamment dans les secteurs de montagne ou faiblement peuplés, restent exposées à :</p><ul style="list-style-type: none">• Un risque de moindre résilience climatique,• Des difficultés d'accès à l'eau en période estivale,• Un déficit d'assainissement collectif,• Une dépendance forte à la voiture individuelle, sans réponse suffisamment différenciée selon les types de territoire.Précisions<p>Le lac du Coiselet et la plage du Gringalet ne sont pas des sites de baignade référencés au classement européen.</p></div>	<p>Le PETR prend note de la remarque de l'ARS concernant la vulnérabilité des petites communes rurales, et partage l'importance de cet enjeu.</p> <p>Le PETR prend note de la remarque de l'ARS concernant le lac du Croiselet et la plage du Gringalet, cette précision pourra être apportée dans l'EIE.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
17	ARS	Santé	<p>L'ARS émet un avis favorable et souhaite la prise en compte des recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Intégration formalisée du concept « Une seule santé » et valorisation de la trame bleue comme levier transversal ○ Renforcement de la prévention des expositions environnementales (perturbateurs endocriniens, radon, bruit, pollution de l'air) ○ Intégration de mesures concrètes sur la prévention vectorielle (gîtes larvaires) dans les aménagements ○ Intégration de la Lutte contre l'Habitat Indigne dans les priorités d'aménagement <p>L'ARS invite les collectivités et partenaires à poursuivre la concertation dans la déclinaison locale (PLUi, PCAET, projets opérationnels), avec une attention continue aux déterminants de santé.</p>	Il est proposé de compléter le SCoT sur ces différents aspects : cf. observations n°2, 7, 9, 11
18	CCI	Economie	<p>La CCI du Jura souhaite apporter quelques observations sur le volet économique du projet, en cohérence avec sa mission d'accompagnement et de représentation des entreprises du territoire et dans une logique d'accompagnement à la mise en œuvre opérationnelle du document. Il conviendra notamment de rester vigilant quant à la capacité du territoire à accueillir des activités nouvelles ou en développement, en préservant une offre foncière adaptée et disponible tenant compte des objectifs de sobriété.</p>	Le PETR prend note de la remarque de la CCI. Le SCoT prend en compte les besoins d'accueil des activités économiques, en prévoyant des surfaces pour leur accueil, tout en s'inscrivant de manière nécessaire dans la trajectoire nationale de lutte contre l'artificialisation.
19	CCI	Economie	<p>De plus, la transition vers une mobilité plus durable constitue une orientation en accord avec les enjeux actuels. Il conviendra cependant de maintenir une accessibilité pertinente aux zones d'activités afin de garantir la fluidité des flux et ne pas freiner le développement des entreprises.</p>	Le PETR prend note de la remarque de la CCI. La prise en compte de l'ensemble des modes de déplacements est nécessaire dans l'aménagement des espaces économiques.
20	CCI	Economie	<p>Enfin, la CCI du Jura soutient les orientations visant à encourager le développement des centralités, tout en recommandant de conserver une certaine souplesse pour permettre l'adaptation aux nouveaux modes de consommation par exemple.</p>	Le PETR prend note de la remarque de la CCI. Le SCoT intègre des dispositions pour renforcer les centralités, notamment du point de vue commercial, tout en laissant des possibilités pour l'évolution des espaces périphériques existants.
21	CDPENAF	Artificialisation	<p><u>Conclusions :</u> Le SCoT prend en compte les objectifs de sobriété foncière, fixés par la loi « climat et résilience » et par le SRADDET de Bourgogne Franche-Comté. Il propose une trajectoire de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, afin d'atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette » en 2050, même si un nouvel effort très important devra être consenti entre 2045 et 2050.</p> <p>Le document comporte des dispositions pour préserver les terres agricoles au regard de leur valeur agronomique, mais aussi des usages et des fonctionnalités. La pérennité et le développement des filières, et les nouvelles pratiques de valorisation et de commercialisation des productions agricoles, dans le cadre des circuits courts, font l'objet de dispositions adaptées.</p> <p>Enfin, le SCoT prend en compte la préservation et la promotion de la forêt et de la filière « bois », des paysages, et les enjeux environnementaux. Tout en intégrant les pratiques agricoles, il comporte des orientations et des objectifs pour préserver, restaurer et valoriser les « réservoirs de biodiversité », et la trame verte et bleue.</p> <p>M. BAILLY Claude regrette que le sujet du stockage de l'eau ne soit pas traité dans la révision du SCoT. Il fait également remarquer que le document cadre sur le photovoltaïsme n'y est pas mentionné.</p>	<p>Le PETR prend note des conclusions de la CDPENAF, qui ne sont assorties d'aucune réserves ou recommandations. Les remarques exprimées à titre individuel dans le compte-rendu de séance ne sont pas traitées ici.</p> <p>Concernant le stockage de l'eau, cf. observation n°30</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
22	Chambre d'Agriculture	Agriculture	<p>Concernant le diagnostic réalisé, la Chambre d'agriculture souhaite insister sur quelques problématiques qui apparaissent et qui risquent de s'accroître au fil du temps.</p> <p>La première concerne directement l'activité agricole qui est sur une bonne dynamique grâce à ses AOP fromagères et viticoles. Cependant, le renouvellement des générations, la transmission des exploitations et des domaines nécessitent, désormais, des financements importants. Ces transmissions sont parfois difficiles avec le risque d'intervenants et de financement extérieurs et ne sont pas toujours en adéquation avec les pratiques et les enjeux locaux.</p>	Le PETR prend note de la remarque de la Chambre d'Agriculture et partage les enjeux évoqués. La remarque d'appelle pas de modification particulière au dossier de SCoT
23	Chambre d'Agriculture	Agriculture	<p>La deuxième concerne le foncier agricole avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des exploitations dont la ressource foncière est fondamentale vis-à-vis du cahier des charges des AOP et des évolutions climatiques exigeants des réserves fourragères et de la sécurité, – une pression de plus en plus forte des opérateurs énergétiques pour le développement du photovoltaïque au sol, source de revenu pour les collectivités locales, – une diversification agricole nécessaire pour le territoire mais dont l'accès au foncier est très difficile. 	Le PETR prend note de la remarque de la Chambre d'Agriculture et partage les enjeux évoqués. La remarque n'appelle pas de modification particulière au dossier de SCoT
24	Chambre d'Agriculture	Logement	<p>La troisième concerne le potentiel de logement et l'accès au logement.</p> <p>Le territoire éprouve des difficultés à retenir la plus jeune population avec, notamment, des conséquences de recrutement pour toutes les entreprises, y compris agricoles. Face au vieillissement de la population, au desserrement des ménages, l'accès au logement est un levier essentiel. Cet accès au logement est, d'ailleurs, fondamental pour la transmission et l'installation agricole.</p> <p>La typologie de l'offre doit évoluer vers plus de logements locatifs de moyenne et petite surface, y compris des logements collectifs. Cette diversification de l'offre, sur l'ensemble du périmètre, répondrait à l'objectif d'équilibre et de complémentarité des territoires. Cette orientation permettrait, notamment, de valoriser de vastes et anciennes constructions rurales qui se retrouvent à l'abandon ou sous valorisées.</p>	Le SCoT intègre d'ores et déjà des objectifs de diversification de l'offre de logements (chapitre 1.3.2 du DOO). Afin de prendre en compte la remarque de la Chambre d'Agriculture, il est proposé de compléter le DOO en ciblant la nécessité de production de logements locatifs et abordables (au-delà des prescriptions actuelles sur le logement aidé).

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
25	Chambre d'Agriculture	Artificialisation	<p>D'une manière générale, sur l'axe transversal, le Scot se conforme aux objectifs du SRADDET sur la base d'une consommation foncière antérieure établie par un important travail. L'objectif de réduction de consommation foncière est tenu pour la période 2021-2031(-50.9%). Pour les périodes suivantes, un effort très important de sobriété foncière est demandé entre 2045 et 2050 pour atteindre la zéro artificialisation. L'effort est donc différé avec une répartition non régulière de la réduction de consommation foncière.</p>	<p>Le PETR prend note de la remarque de la Chambre d'Agriculture et souligne que le projet de SCoT respecte les dispositions de la loi Climat et Résilience et du SRADDET. Une modification induirait des évolutions conséquentes dans le projet.</p> <p>Les élus soutiennent l'objectif d'atteindre le "Zéro Artificialisation Nette" en 2050, et les collectivités doivent mettre en place des solutions nouvelles au cours des prochaines décennies pour tendre vers cet objectif.</p> <p>A noter que le rapport de présentation sera complété pour justifier le choix des données utilisées pour l'évaluation de la consommation d'espace passé.</p>
26	Chambre d'Agriculture	Agriculture	<p>La Chambre d'agriculture souhaite que le Scot demande la reconnaissance des espaces agricoles en zone agricole des PLU. Cela permet de reconnaître le potentiel agricole existant et autorise l'ouverture de ces espaces à des possibilités de diversification agricole dont l'accès au foncier est extrêmement difficile. Le zonage en zone naturelle ne permettant pas habituellement l'implantation d'activités agricoles diversifiées.</p>	<p>Il est proposé d'intégrer dans le DOO (en introduction du paragraphe sur la valeur agronomique) une phrase pour demander aux PLU et PLUi d'identifier les espaces agricoles et d'affirmer leur vocation. Le SCoT ne peut pas imposer un classement en zone A ou N, choix relevant de la responsabilité des documents locaux.</p>
27	Chambre d'Agriculture	Economie	<p>En ce qui concerne le développement économique, la Chambre d'agriculture a toujours été favorable à ce développement mais souhaite une vigilance particulière pour limiter et densifier la consommation d'espaces, notamment, lorsque qu'il s'agit d'espaces agricoles de bonne valeur ou d'une haute valeur d'usage. Également, nous prenons acte d'une enveloppe de 25 hectares réservés a des projets d'intérêt collectif et services publics structurants pour le Pays Lédonien. Nous notons qu'aucune localisation n'est fléchée.</p> <p>Sur les espaces économiques, le principe ERC doit s'appliquer. EVITER, REDUIRE, COMPENSER. Les projets importants doivent faire l'objet d'études d'impact notamment sur l'activité agricole et selon l'article L112-1-3 du Code rural, ils peuvent être soumis à une compensation de l'économie agricole du territoire.</p> <p>Sur ce registre, nous regrettons le coup parti sur la zone économique des Carrez à Moirans où nous avons exprimé notre désaccord lors de l'élaboration du PLU et du Scot du PNR.</p> <p>La localisation de cette zone pouvait éviter les meilleures terres du secteur avec des alternatives proches sur des espaces sans valeur agricole. Etant donné l'avancement des projets et qu'il n'est plus possible de revenir en arrière, La Chambre d'agriculture veillera à ce que le principe de compensation à l'économie agricole soit bien mis en œuvre pour ce développement.</p>	<p>Le PETR prend note des remarques de la Chambre d'Agriculture. Les projets d'aménagement économiques sont tenus de respecter les obligations réglementaires en vigueur en matière d'études d'impact et de compensation agricole.</p> <p>Concernant le "coup parti" de la ZA des Carrez, le SCoT ne se positionne pas compte tenu du caractère déjà largement engagé de ce projet. Toutefois, compte tenu du soutien du Préfet reconnaissant l'intérêt régional de cette zone, le SCoT l'a pris en compte.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
28	Chambre d'Agriculture	Tourisme	<p>L'axe 3 concerne la préservation du cadre de vie. La sauvegarde des paysages, de la biodiversité et de la qualité des espaces naturels est nécessaire mais la Chambre d'agriculture souhaite rappeler que l'agriculture est une composante essentielle de ces secteurs (trame verte et bleue, milieux humides, pelouses sèches, corridors etc.).</p> <p>En lien avec le <u>développement touristique (axe 2) et permettre l'accès aux sites naturels (axe 3)</u>, nous souhaitons vous alerter qu'il est nécessaire de porter une attention particulière pour préserver durablement la fonctionnalité agricole de ces secteurs. Ces surfaces peuvent concerner des exploitations laitières ou diversifiées relativement extensives qui contribuent, par une valorisation pastorale et fourragère, à la préservation de l'ouverture de ces espaces et au maintien de bonnes conditions agroécologiques et d'une importante biodiversité.</p>	<p>Concernant le développement touristique, le SCoT fixe des dispositions qui ne semblent pas contrevenir avec le maintien des activités agricoles. L'aménagement qualitatif des sites touristiques doit permettre, entre autres, de mieux réguler les conflits d'usage qui peuvent exister à ce jour.</p> <p>Concernant l'accès aux sites naturels, les dispositions du DOO ne vont pas non plus à l'encontre du maintien des activités agricoles. Le DOO cible en premier lieu les ENS et les espaces à vocation touristique existants. L'objectif n'est pas de cautionner tous les projets touristiques et notamment ceux susceptibles d'impacter les activités agricoles.</p>
29	Chambre d'Agriculture	Tourisme	<p>Par ailleurs, en ce qui concerne le développement touristique, il est urgent de concilier, de manière organisée, l'exploitation agricole et la fréquentation touristique. Une bonne cohabitation des touristes avec l'activité agricole est un impératif. Une information pédagogique est maintenant nécessaire pour limiter les emprises et installations de plus en plus fréquentes sur le chemin d'exploitation ou à l'ombre d'une haie dans un pré. Une communication locale, envers les activités touristiques de pleine nature, doit être envisagée pour limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les stationnements entravant la circulation et les accès agricoles, – les campements sauvages, – la traversée des prés de fauche et des pâtures. <p>Cette information est également nécessaire pour avertir la présence de chiens protecteurs de troupeau etc....</p>	<p>Le PETR rejoint les préoccupations de la Chambre d'Agriculture concernant les conflits d'usage. Il est proposé d'intégrer dans le DOO une prescription pour rappeler que les sites touristiques majeurs, secondaires et complémentaires peuvent accueillir des aménagements permettant d'améliorer leur gestion, que ce soit en matière de mobilités et de stationnement ou de régulation des conflits d'usage (notamment avec l'agriculture), dans le respect de leur qualité environnementale et paysagère.</p>
30	Chambre d'Agriculture	Eau	<p>Sur l'adaptation du territoire au changement climatique, l'évolution des règles d'urbanisme, d'assainissement, de préservation des ressources en eau et la promotion des économies d'eau sont essentielles. Mais la Chambre d'agriculture estime qu'il est désormais incontournable d'envisager, dans certains secteurs, le stockage de l'eau à partir des précipitations excédentaires à certaines périodes de l'année. Cela concerne également les productions maraîchères.</p>	<p>Le PETR prend note de la remarque de la Chambre d'Agriculture qui n'appelle pas d'évolution dans le dossier de SCoT. Le SCoT ne prend pas position concernant les équipements de stockage de l'eau à usage agricole. Le Comité de Pilotage du SCoT s'est positionné sur la question, et n'a pas souhaité que le SCoT se positionne compte tenu de l'absence de projets connus sur le territoire et de l'absence de besoins identifiés.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
31	Chambre d'Agriculture	Energie	<p>Sur l'objectif de conforter la gestion des déchets et la valorisation des matières premières du sol, la Chambre d'agriculture prend acte de la volonté de porter la part des énergies renouvelable à 32% de la consommation d'ici 2030.</p> <p>Le Scot laisse le soin aux documents d'urbanisme d'identifier les sources de production en indiquant que « <i>La priorité est donnée à un développement en premier lieu sur les espaces artificialisés, puis selon l'atteinte des objectifs, une ouverture aux projets au sol pourra être envisagée, afin d'assurer l'atteinte des objectifs</i> ».</p> <p>Une vigilance est portée sur les enjeux paysagers mais pas sur les enjeux agricoles. Le lien n'est pas réalisé avec l'objectif de l'axe 2 de préserver les terres selon leur valeur et leur usage. Ce chapitre ne fait pas référence au contexte réglementaire récent concernant, en particulier, à l'approbation d'un document cadre et l'agri-voltaïsme.</p>	Il est proposé de compléter les prescriptions du DOO pour rappeler la nécessaire protection des espaces agricoles au regard des projets photovoltaïques au sol (hors agrivoltaïsme), y compris les espaces délaissés à reconquérir par l'agriculture (friches agricoles), et de rappeler le contexte réglementaire en vigueur concernant l'élaboration du document cadre à l'échelle départementale.
32	Chambre d'Agriculture	Logement	<p>Pour conclure, nous nous nous permettons d'insister sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> La nécessité d'orienter davantage la typologie des logements sur l'ensemble du territoire ; le logement collectif ou intermédiaire (semi collectif) permettra de répondre aux besoins tout en étant économes en foncier. Ce travail sur les formes urbaines doit s'accentuer. Cela concerne également les zones rurales où la mutation et la transformation d'importantes constructions, constitue un enjeu patrimonial et de moindre consommation foncière. L'accès au logement collectif ou individuel qui est la clé déterminante de la transmission des exploitations agricoles. Les PLU doivent prendre en compte cette spécificité des territoires ruraux. Les maisons dites de gardiennages qui doivent être très encadrées, peuvent, dans certaines situations, répondre qu'en partie à cette problématique. 	Cf. observation n°24
33	Chambre d'Agriculture	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> La réhabilitation des friches agricoles où la déconstruction de bâtiments agricoles, sans usage, amiantés ou pas, peut contribuer à un renouvellement urbain de qualité sans conséquences sur la consommation foncière. 	Concernant la réhabilitation des friches agricoles, elles sont évoquées dans le DOO comme un des potentiels exploitables pour accueillir le développement sur les espaces déjà urbanisés (cf. prescription B1).
34	Chambre d'Agriculture	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> Les PLU qui doivent identifier tous les espaces agricoles pour rester ouvert à la diversification agricole. 	Cf. observation n°26.
35	Chambre d'Agriculture	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> Le stockage de l'eau excédentaire à certaine période de l'année qui mérite réflexion pour le maintien durable de certaines productions agricoles et fourragères ou maraichères. 	Cf. observation n°30.

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
36	Chambre d'Agriculture	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> La nécessité d'organiser et communiquer sur le partage d'usage du territoire respectueux des activités agricoles présentes. 	Cf. observation n°29.
37	Chambre d'Agriculture	Agriculture	<p>Enfin, nous demandons particulièrement d'affirmer la protection des surfaces agricoles et des surfaces qui présentent un potentiel de reconquête, anciens espaces pastoraux ou zones d'appellation viticole, du développement photovoltaïque au sol. La reconquête de ces espaces constitue un potentiel pour les activités diversifiées et l'agri-voltaïsme en conjuguant potentiellement les intérêts agricoles aux intérêts des collectivités propriétaires.</p>	Cf. observation n°31
38	ONF	Forêt	<p>Le SCoT du Pays lédonien prend en compte les enjeux forestiers en intégrant des objectifs de préservation des espaces boisés et d'accessibilité pour les besoins de la filière mais également pour les services de secours. Les prescriptions relatives à la sobriété énergétique participent également à atténuer les modifications futures du climat et donc à préserver les milieux naturels.</p> <p>Nous apprécions particulièrement la mesure d'évitement visant éloigner les projets d'aménagement et constructions des lisières forestières.</p> <p>Concernant la filière bois, le SCoT ne traduit pas le projet d'aménagement stratégique visant à <i>"encourager le développement de la filière bois (bois énergie, bois d'œuvre, bois de construction), y compris l'AOC bois du Jura"</i> dans le document d'orientations et d'objectifs. En effet, l'utilisation de bois local dans la construction et la valorisation des produits issus des forêts du territoire (bois d'œuvre, bois énergie) soutiennent une économie circulaire et non délocalisable génératrice d'emplois locaux.</p>	Il est proposé d'intégrer dans le DOO une prescription visant à favoriser l'utilisation du bois local dans le cadre des PCAET (prescription I-14 concernant la construction neuve et le bioclimatisme).
39	PNR	Général	<p>Concernant la présentation du Parc</p> <p>Le dossier arrêté présente notamment les 3 axes de la Charte et son impact réglementaire, relève que le Syndicat mixte du Parc a notamment œuvré avec le Pays lédonien dans le domaine du tourisme vert et évoque l'extension du périmètre sur 4 supplémentaires.</p> <p>> Recommandations : le Parc demande à ce que :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'extension du périmètre du PNR soit reprise car elle concerne 7 communes et non 4. Les 3 communes de Bonlieu, St-Maurice-Crillat, La Frasnée sont concernées, ainsi que la seule enclave orientale d'Orgelet. Il soit précisé que dans un PNR, la publicité est interdite par le code de l'environnement. Sa réintroduction en zone d'agglomération peut se faire par l'élaboration d'un RLP, conformément à la Charte. Concernant les véhicules à moteurs, la Charte comporte un article établissant les règles de circulation des véhicules à moteur sur les voies et chemins de chaque commune adhérente. 	Il est proposé d'apporter les ajustements et compléments proposés par le PNR.
40	PNR	Paysage	<p>Les extensions urbaines seront à considérer :</p> <ul style="list-style-type: none"> selon la morphologie urbaine de chaque commune (avec prescription d'urbanisation en 2nd rideau ??) 	Il est proposé de ne pas demander d'urbanisation en 2nd rideau dans les prescriptions paysagères mais plutôt une urbanisation en renforcement des centralités.

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
41	PNR	Energie	<p>> Observation : le dossier ne comporte pas de prescriptions spécifiques visant l'exemplarité énergétiques de certains bâtiments publics.</p>	<p>Il est proposé d'intégrer dans le DOO une prescription demandant aux PCAET d'intégrer des objectifs d'exemplarité énergétique au niveau des principaux projets d'équipements publics.</p> <p>Une prescription était déjà intégrée dans le SCoT en vigueur, ce sujet était donc bien traité et peut être conservé dans le SCoT révisé. La formulation pourra être reprise : "pour tendre vers une autonomie énergétique, des scénarios sont proposés pour permettre à chaque territoire d'être autosuffisant pour alimenter au moins l'équivalent de ses besoins en électricité pour ses bâtiments publics."</p>
42	PNR	Eau	<p>- la prise en compte des objectifs GEMAPIens, avec une bande inconstructible en berge de cours d'eau, selon les réalités locales et protection des ripisylves, notamment dans le PNR : <i>« les berges non aménagées des lacs, plans d'eau, mares et étangs sont identifiées et maintenues. À ce titre, toute construction nouvelle est interdite dans les ripisylves »</i>.</p> <p>Il laisse la possibilité de délimiter les sites privilégiés de compensation, avec les GEMAPIens, et d'y faire appliquer un droit de préemption (cf. renaturation).</p> <p>> Recommandations : le Parc demande à ce que la bande inconstructible évoquée ci-dessus corresponde à l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau.</p>	<p>Le DOO prévoit la protection des espaces de bon fonctionnement : "Les documents d'urbanisme prennent en compte des espaces inondables, de mobilité et de bon fonctionnement des cours d'eau : ils identifient le réseau hydrographique, le classent et le protègent selon des zonages, règles et OAP spécifiques répondant à l'objectif fixé de non dégradation. Ils intègrent les éventuelles servitudes d'utilité publique qui doivent permettre de les préserver durablement ou de les reconquérir, même progressivement (zones inondables, espaces de bon fonctionnement)."</p> <p>Cette formulation du DOO pourra être clarifiée, avec un principe d'inconstructibilité des espaces de bon fonctionnement lorsque les cartographies existent, et de mise en place de bandes tampons lorsque ces cartographies n'existent pas.</p>
43	PNR	Tourisme	<p>> Observation : certains points du dossier arrêté pourraient encore être affinés, en phase avec le projet de charte :</p> <p>- La nécessité de performances de sobriété en énergie et eau pour toute UTN et extension de villages insuffisamment desservis en eau et transports,</p>	<p>Il est proposé d'intégrer dans le DOO une prescription pour demander aux PLU et PLUi de prévoir, en cas de création d'UTN locales, des mesures garantissant la sobriété des projets en eau et en énergie.</p>
44	PNR	Energie	<p>- Les modalités de recours aux énergies renouvelables, en respectant l'ordre des priorités fixées par la stratégie mentionnée dans le projet de charte,</p>	<p>Il est proposé d'inégrer dans le DOO une prescription rappelant, pour les communes du Parc, les principes de priorité de la Charte (solaire photovoltaïque sur bâti existant et bois énergie en premier lieu).</p>
45	PNR	Eau	<p>- Les modalités de stockage de l'eau, en respectant l'ordre des priorités fixées par la stratégie mentionnée dans le projet de charte,</p>	<p>Cf. observation n°30. Le SCoT ne se positionne pas concernant les équipements de stockage de l'eau pour des usages agricoles, le PETR considérant que cela ne relève pas de la compétence du SCoT.</p>
46	PNR	Eau	<p>- La nécessité de sécuriser le transit sédimentaire et le maintien de la thermie de l'eau, dans le cas de la création de rupture / barrage sur cours d'eau,</p>	<p>Dans le même esprit que pour l'observation précédente, la gestion du transit sédimentaire et de la thermie de l'eau paraissent des sujets hors champ de compétence du SCoT.</p>
47	PNR	Biodiversité	<p>- La prise en compte des nouvelles continuités écologiques définies, et notamment des réservoirs de biodiversité prioritaires,</p>	<p>Il est proposé de vérifier l'intégration des réservoirs de biodiversité prioritaires du projet de Charte dans les cartes du SCoT. Si ces éléments n'ont pas été intégrés du caractère trop récent de leur élaboration, il est proposé de les faire apparaître en superposition.</p>
48	PNR	Carrières	<p>- L'interdiction des carrières au sein des paysages emblématiques du PNR,</p>	<p>Il est proposé d'intégrer une prescription pour interdire les créations de nouvelles carrières ouvertes au sein des paysages emblématiques du PNR, pour les communes du PNR, en rappelant bien comment sont définis ces paysages emblématiques.</p>
49	PNR	Biodiversité	<p>- La limitation de la prolifération des espèces invasives ou exotiques et envahissantes, notamment dans le cas de composition de haies,</p>	<p>Le DOO prévoit bien que les PLU et PLUi interdisent les espèces invasives (ou à fort potentiel allergisant) dans la prescription III-13.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
50	PNR	Général	<ul style="list-style-type: none"> - La généralisation, dans chaque document d'urbanisme, de la formalisation de stratégies foncières d'acquisition ou de maîtrise de l'usage des sols les plus stratégiques (espaces à reconvertir, renaturer...). 	Il est proposé d'intégrer dans le DOO une prescription demandant aux PLU et PLUi de faciliter les acquisitions foncières, à travers les outils à leur disposition (DPU, ER...) et en lien avec les stratégies foncières des collectivités locales. Cela pour accompagner les politiques de densification et de renouvellement urbain, mais également les politiques de renaturation et de désimperméabilisation des sols.
51	Région	Démographie	<p>1) Mention du SRADET par le SCOT</p> <p>Le diagnostic du SCoT, le Projet d'aménagement stratégique (PAS), le document d'orientation et d'objectifs (DOO), le document de justification des choix retenus font référence au SRADET en tant que document cadre pour décliner la stratégie de développement du territoire. L'évaluation environnementale met en évidence une analyse de l'articulation du SCoT avec les règles du SRADET. De plus, la révision n°2 du SCoT tient compte de la modification du SRADET relative au ZAN alors que les travaux étaient concomitants.</p> <p>2) Rappel du choix de scénario du SCOT à horizon 2045</p> <p>Le scénario démographique retenu par le SCOT correspond à une stabilisation de la population, soit une croissance démographique annuelle moyenne de +0.06% (+ 1000 habitants en 20 ans). Cette très légère croissance démographique est répartie de manière égalitaire sur chaque EPCI. Il revient donc aux PLUi de définir les objectifs de développement au regard de leur armature urbaine.</p> <p>Ce scénario démographique à l'échelle du SCoT paraît réaliste et permet d'identifier des besoins en logements plus réalistes que dans le SCoT en vigueur.</p>	Le PETR prend note des remarques positives de la Région, qui n'appellent pas de modification au dossier.
52	Région	Logement	<p>3) Cohérence interne (analyse transversale entre les pièces ou les thèmes du document)</p> <p>Comme attendu, le DOO décline les ambitions du PAS au travers les prescriptions. Certaines d'entre elles sont différenciées par intercommunalité ou par secteur.</p> <p>Quelques petites incohérences ont été repérées. Par exemple la déclinaison des besoins en logements à produire pour le desserrement des ménages et liés au renouvellement du parc est légèrement différente entre le PAS (pages 23) et le document de justification (page 15).</p>	Il est proposé de mettre en cohérence les données chiffrées entre le PAS et le Rapport de justification.
53	Région	Logement	<p>Concernant la production de logements entre 2025 et 2045 pour répondre aux besoins, l'objectif est de produire 5840 logements, soit une croissance annuelle de 292 logements. Cette trajectoire est plus forte que celle des années 2011-2020 (248 logements/an). Même si la production de logements est fortement revue à la baisse par rapport au SCoT en vigueur (pour rappel 8300 logements à produire à l'horizon 2038), il s'avère qu'avec une stabilisation et un fort vieillissement de la population, l'adaptation du parc de logements est un fort enjeu qu'il conviendrait à traiter au mieux. En effet, le diagnostic précise que le parc de logements est très peu diversifié, constitué principalement de maisons individuelles T4, T5 et que 74% des ménages sont composés d'1 ou 2 personnes. Il existe donc une sur-représentation de résidences principales de grande taille, en inadéquation avec les besoins futurs d'une population vieillissante. Le vivier de ce type de logement existe sur le territoire, l'enjeu est d'en assurer l'adaptation.</p>	Le PETR rejoint les points de vigilance soulevés par la Région, qui ont bien été identifiés dans le diagnostic et qui ont guidé la rédaction du PAS et du DOO.

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
54	Région	Biodiversité	<p>Concernant la trame verte et bleue, le SCoT recense 7 sous-trames : réservoirs forestiers, réservoirs milieux ouverts, milieux rocheux, milieux souterrains, inventaires des milieux secs, cours d'eau et inventaire des milieux humides. Au regard de l'atlas cartographique, les milieux rocheux ne sont pas</p> <p>visibles sur les cartes. Même si certaines dénominations des sous-trames du SCoT sont facilement transposables avec la trame verte et bleue régionale, il aurait été pertinent d'avoir une grille présentant les correspondances entre les sous-trames du SCoT et les sous trames régionales, afin de justifier la compatibilité avec le SRADDET - ici 2050. Les objectifs de protection et de préservation de la trame vert et bleue sont affichés dans le DOO. L'identification de 19 continuités écologiques menacées à remettre en bon état est un point positif. Le SCoT aurait pu également demander aux PLUi d'en identifier d'autres localement, d'autant plus qu'ils doivent affiner la TVB à leur échelle.</p>	<p>Il est proposé d'intégrer une grille de correspondance entre les sous-trames du SCoT et les sous-trames écologiques, et de vérifier la bonne intégration des milieux rocheux sur les cartes de la TVB. Les éléments manquants seront rajoutés.</p>
55	Région	Logement	<p>Le SCoT du pays lédonien vise un équilibre pour la production de logements en s'appuyant sur l'armature urbaine. La prescription n°I-9 va dans ce sens. Néanmoins, le SCoT aurait pu aller plus loin en précisant des objectifs de production de logements différenciés selon les différents niveaux de l'armature. D'autant plus que le SCoT laisse la possibilité aux EPCI de définir des polarités complémentaires et qu'il est précisé dans le PAS que « <i>l'offre en logement sera déclinée à l'échelle de chaque intercommunalité pour garantir la vitalité de l'ensemble des communes du territoire</i> ». Avec une stabilité de la population dans les 20 ans à venir, il sera difficile de renforcer le poids démographique des polarités principales (le pôle urbain et les 6 bourgs-centres) du territoire, si l'offre de logements continue de se développer sur l'ensemble des communes du territoire.</p>	<p>L'objectif affirmé dans le cadre du PAS est bien de conforter l'armature urbaine dans le cadre de la production de logements. Comme indiqué dans le PAS cet objectif doit être croisé avec celui de garantir la vitalité de l'ensemble des communes du territoire. Il s'agit de rompre avec la tendance observée de perte de population dans une partie des polarités.</p> <p>Le DOO prévoit également le renforcement des polarités de l'armature urbaine dans la prescription I-9 : "La déclinaison de ces objectifs de production de logements doit se faire dans le respect du principe de renforcement de l'armature urbaine qui vise à rapprocher les habitants des pôles d'emplois, de services et d'équipements."</p> <p>Le PETR souhaite que les EPCI, à travers leurs PLUi, puissent adater la répartition des objectifs de production de logements dans le respect de cette ambition. Ce choix a été affirmé en COPIL.</p> <p>A noter que les services de l'Etat ont indiqué dans leur avis que le choix d'un taux de croissance uniforme à l'échelle de l'armature urbaine leur paraissait cohérent (cf. observation n°82).</p>
56	TEC	Economie	<p>À la lecture de l'ensemble du dossier d'arrêt transmis, il apparaît que la mention de la Zone d'Activité Economique (ZAE) « Le Vernois » située à Orgelet (39270) a notamment été omise dans les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SCoT3 PL PAS version arrêt ; - SCoT3 PL DOO version arrêt ; - SCoT3 PL JUSTIFICATION version arrêt. 	<p>Il est proposé de compléter la liste des ZA d'intérêt communautaire et d'intérêt régional pour intégrer la ZA "Le Vernois", il s'agit d'un oubli. Cette zone était déjà présente dans le SCoT en vigueur.</p>
57	TEC	Logement	<p>Par ailleurs, dans le PAS, il convient de rajouter la Commune de Pont-de-Poitte qui ne figure pas dans les centralités urbaines ayant conduit une étude de revitalisation.</p>	<p>Il est proposé de rectifier le PAS pour corriger cet oubli (étude de revitalisation Pont de Poitte / Pattornay / Mesnois)</p>
58	MRAE	Démographie	<p>En 2019, le Pays Lédonien comptait d'après le dossier 88 487 habitants, soit près d'un tiers de la population du Jura (34,1 %). Le diagnostic ne présente pas de chiffre au-delà de cette date, alors que des données plus récentes sont disponibles. On constate que le territoire a connu une légère baisse de population avec 88 210 habitants en 2021 (source Insee). Une actualisation des données serait nécessaire afin de refléter au mieux les tendances démographiques du territoire.</p> <p>La MRAe recommande d'actualiser le diagnostic social avec les données récentes de l'Insee.</p>	<p>Il est proposé d'ajouter dans le diagnostic l'information la plus récente concernant la population résidente et le taux de croissance sur la dernière période INSEE. Il n'est pas envisagé d'actualiser l'ensemble du diagnostic, dont les données sont relativement récentes.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
59	MRAE	Logement	<p>Les logements programmés sont répartis par EPCI et non selon les différents niveaux de pôles de l'armature urbaine, ce qui ne permettra pas de renforcer avec certitude l'armature démographique fixée. Ainsi, il conviendrait de présenter en complément une territorialisation du nombre de logements par niveau de l'armature urbaine.</p> <p>Afin de conforter l'objectif de renforcement des centralités et de garantir la structuration voulue du développement urbain, la MRAe recommande de compléter la répartition des objectifs de production de logements par polarité.</p>	<p>L'objectif affirmé dans le cadre du PAS est bien de conforter l'armature urbaine dans le cadre de la production de logements. Comme indiqué dans le PAS cet objectif doit être croisé avec celui de garantir la vitalité de l'ensemble des communes du territoire. Il s'agit de rompre avec la tendance observée de perte de population dans une partie des polarités.</p> <p>Le PETR souhaite que les EPCI, à travers leurs PLUi, puissent adater la répartition des objectifs de production de logements dans le respect de cette ambition.</p> <p>Le PETR confirme sa volonté de ne pas afficher d'objectifs de production de logements par polarités, afin de ne pas figer les objectifs "à la commune", ce qui semble davantage relever de la compétence des PLUi.</p> <p>Dans le cadre de la réalisation du DOO, le cabinet d'avocats Soler-Couteaux qui accompagne le PETR dans la révision du SCoT a confirmé et argumenté le fait que les objectifs pouvaient être présentés comme tels. La note juridique peut être communiquée à la commission d'enquête si besoin.</p>
60	MRAE	Général	<p>Afin de faciliter la compréhension du DOO et sa bonne application par les collectivités, il aurait été utile d'y intégrer un tableau de synthèse des différentes prescriptions¹⁰, reprenant pour chacune d'elles le sujet concerné, les principaux objectifs à respecter, le lien éventuel avec d'autres prescriptions...</p> <p>La MRAe recommande d'intégrer au DOO un tableau de synthèse de ses différentes prescriptions, afin d'en faciliter son appropriation par les collectivités.</p>	<p>Un tableau de synthèse des principales prescriptions apparaît dans l'Evaluation Environnementale, chapitre 1.4.2 (p.23 à 32). Ce tableau pourra être réutilisé après l'approbation du SCoT pour alimenter des documents de nature plus communicante à destination des collectivités.</p>
61	MRAE	Artificialisation	<p>Ainsi, on constate que le seuil de consommation d'Enaf prévu par le SCoT d'ici à 2031 sera réduit de 50,9 % par rapport à la période 2011 – 2021, reprenant exactement l'objectif fixé par le Sraddet. Le document indique que ce taux sera porté à 55 % entre 2031 et 2041. Entre 2041 et 2045, à l'échéance du SCoT révisé, le PAS prévoit de poursuivre cet effort, pour atteindre une réduction de 65 % par rapport à la période de référence¹⁴.</p> <p>La MRAe constate que la sobriété foncière a été significativement améliorée par rapport au SCoT de 2021 qui prévoyait une consommation maximale de 770 ha à l'horizon 2038.</p> <p>La consommation maximale annuelle passe de 27,1 ha en moyenne pour la période 2021 – 2031 à 19,2 ha par an sur la tranche 2031 – 2041 puis à 15,5 ha par an sur les quatre dernières années du SCoT. Toutefois, il aurait été opportun d'accroître l'effort envisagé sur la consommation d'Enaf pour s'assurer que le Pays Lédonien sera en mesure d'appliquer le ZAN à l'échéance imposée de 2050.</p> <p>La MRAe recommande que le SCoT soit plus ambitieux en matière de sobriété foncière à partir de la seconde période (2031/2041), afin que le territoire soit en mesure d'atteindre les objectifs de ZAN à l'échéance de 2050.</p>	<p>Le SCoT respecte le cadre fixé par la loi Climat et Résilience, et par le SRADDET, en matière de trajectoire de lutte contre l'artificialisation. Les objectifs de réduction, largement débattus par les élus du PETR, représentent déjà une ambition conséquente. Une modification induirait des évolutions conséquentes dans le projet.</p> <p>Pour les périodes futures (2031-2041 et 2041-2045), ces objectifs pourront être questionnés dans le cadre des futures évaluations du SCoT (prévues tous les 6 ans), en intégrant les avancées observées sur le territoire, tout comme les évolutions législatives et réglementaires (SRADDET).</p>
62	MRAE	Logement	<p>Le diagnostic met en évidence une tendance à la stabilisation de la vacance depuis 2013 avec un taux d'environ 10 % de logements vacants¹⁶, soit 5 787 logements vacants en 2021 dont 3 245 logements vacants depuis deux ans ou plus (donnée LOVAC)¹⁷. Le taux de vacance n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire puisque la vacance réside principalement dans le pôle urbain et les bourgs-centres (environ 12,8 %). Le SCoT affiche un objectif de résorption de cette vacance pour atteindre un taux de 7 % de vacance par intercommunalités à l'horizon 2045¹⁸, répondant ainsi à la recommandation de la MRAe dans son avis de 2020¹⁹.</p> <p>Compte tenu de l'échéance lointaine, la MRAe recommande que le SCoT révisé définisse des objectifs intermédiaires de résorption de la vacance et présente éventuellement un programme d'actions afin d'accompagner les collectivités dans l'atteinte de cette valeur cible de 7 %.</p>	<p>Le taux de 7% représente un cap à atteindre, et il paraît difficile de définir des caps intermédiaires, compte tenu des situations hétérogènes entre les EPCI. Certains EPCI pourront agir plus rapidement que d'autres sur la résorption de la vacance.</p> <p>En outre, les PLUi devront nécessairement porter une attention forte à ce sujet, à leur échelle de temps (généralement 10 à 15 ans), pour respecter l'objectif de production de 40% de logements "sans foncier" défini dans le DOO.</p> <p>L'hypothèse de l'élaboration d'un programme d'actions annexé au SCoT a été étudiée et n'a pas été retenue par le PETR. L'élaboration d'un programme d'actions à ce stade de la procédure n'est pas envisageable, mais cette possibilité pourra être envisagée lors des prochaines évolutions du SCoT.</p> <p>Il faut souligner que le PETR porte des politiques opérationnelles avec les collectivités locales dans le cadre de ses autres compétences, et que des actions pourront être déployées en parallèle du SCoT sur le sujet de la reconquête de la vacance. Le PETR accompagne déjà les communes à fort taux de vacance (Sellières par exemple) pour le lancement des études de revitalisation avec la réalisation de diagnostics spécifiques.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
63	MRAE	Logement	<p>Bien que les densités aient été revues à la hausse dans le SCoT révisé, la différenciation selon la destination des logements interroge quant à son intérêt et la faisabilité de son application. En effet, la destination des logements est un paramètre difficilement maîtrisable. Le dossier ne donne d'ailleurs aucune explication permettant la mise en œuvre de cette distinction dans les documents d'urbanisme. En outre, le document n'indique pas s'il s'agit de densités nettes ou brutes²¹.</p> <p>La distinction entre les logements produits pour le desserrement et ceux dédiés à l'accueil de nouvelles populations étant difficilement maîtrisable, la MRAe recommande que le SCoT révisé apporte des informations sur l'application de ces différents seuils de densités afin que ceux-ci puissent être mis en œuvre dans les documents d'urbanisme.</p>	<p>Le maintien de densités différenciées (déjà présentées comme telles dans le SCoT en vigueur) a été discuté et validé par les élus du PETR. L'objectif de cette distinction est de prendre en compte des tailles des ménages (et donc des logements à produire) très différentes entre les nouveaux arrivants et le maintien des populations déjà présentes sur le territoire (avec davantage de personnes âgées par exemple, recherchant des petits logements). Un travail est attendu au niveau de chaque PLUi pour bien identifier l'offre produite en premier lieu pour les nouveaux arrivants, et celles pour les personnes déjà présentes, afin de vérifier la bonne application des objectifs de densité du SCoT. Il est proposé de rappeler ces points dans le rapport de justification des choix.</p>
64	MRAE	Logement	<p>La MRAe remarque que la densité minimale de 10 logements par hectare, exigée pour les opérations de plus de 2 500 m² est faible. En effet dans les zones rurales, la densité aujourd'hui communément appliquée dans les extensions urbaines pour limiter la consommation d'espace et l'étalement urbain est plutôt de 13 à 15 logements à l'hectare. En outre, cette faible densité ne va pas dans le sens de l'objectif de diversification de l'offre de logement, s'agissant notamment de la production de petits logements.</p> <p>La MRAe recommande au SCoT de revoir à la hausse la densité minimale exigée pour les opérations situées sur des sites de plus de 2 500 m² afin de limiter l'étalement urbain et de favoriser la production de petits logements.</p>	<p>Le PETR ne souhaite pas revoir à la hausse le seuil de densité "minimal" pour les opérations de plus de 2500 m². Ce seuil a été largement discuté et permet de garantir un "garde-fou" notamment pour les constructions sur grandes parcelles dans les villages. Ce seuil de densité ne concerne pas exclusivement les extensions, mais d'abord et surtout les dents creuses "importantes" qui sont nombreuses dans une partie des villages. L'application de ce seuil "garde-fou" ne concernera qu'une faible production de logements en valeur absolue.</p> <p>En outre, il faut souligner que cette densité minimale pour les opérations de plus de 2500 m² se juxtapose aux objectifs moyens à respecter à l'échelle des villages, qui eux sont plus élevés, ce qui limite fortement les risques de dérive au niveau des projets de PLUi.</p>
65	MRAE	Economie	<p>Le projet de SCoT ne distingue pas la consommation d'espaces à vocation économique de celle à vocation d'habitat, laissant chaque EPCI décider de sa répartition.</p> <p>Afin de limiter la consommation foncière liée au développement économique, il privilégie l'accueil des activités au sein des zones d'activités existantes. Le DOO prescrit la reconquête d'au moins la moitié des surfaces disponibles, aménagées mais non occupées, dans les tissus urbains²³. Cet objectif n'est cependant pas assez mis en avant, il conviendrait de le faire ressortir afin que les documents d'urbanisme le prennent bien en compte.</p> <p>Le Pays Lédonien s'est doté d'un atlas cartographique des zones d'activités économiques permettant d'identifier les capacités foncières de chaque ZAE du territoire à un instant T, afin d'accompagner les EPCI dans l'élaboration de leur stratégie foncière à vocation économique. Le dossier pourrait utilement indiquer le lien vers la page internet de cet atlas.</p>	<p>Il est proposé de bien mettre en avant dans la rédaction du DOO l'objectif de reconquête de la moitié des surfaces disponibles en ZAE dans les tissus urbains.</p> <p>Les EPCI ont déjà les atlas à leur disposition, ces derniers ayant été construits en lien étroit avec les services compétents de chaque EPCI.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
66	MRAE	Biodiversité	<p>Les continuités humides sont bien présentes sur le territoire et sont intimement liées au réseau hydrographique. Le DOO prescrit la préservation des zones et des milieux humides²⁸ et rappelle que les dispositions du Sdage²⁹ Rhône-Méditerranée sur la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) s'appliquent sur ces milieux. Il conviendrait de mentionner que ces dispositions concernent aussi les cours d'eau.</p> <p>L'inconstructibilité est encore le principe de base pour les réservoirs de biodiversité de la trame bleue. Cependant, le SCoT donne la possibilité aux documents d'urbanisme, en absence d'alternative démontrée pour éviter et réduire, d'intégrer des zones humides au sein de leurs OAP en rappelant les dispositions du Sdage concernant la compensation. De plus, comme dans la version précédente, le SCoT instaure la réalisation de prospections pédologiques et floristiques complémentaires pour des zones ouvertes à l'urbanisation supérieures à 2 500 m².</p> <p>La MRAe tient à rappeler à nouveau que toute zone humide, quelle que soit sa superficie, doit être préservée, que l'évitement et la réduction des impacts doivent être privilégiés, et que, en dernier recours, pour les surfaces supérieures à 1 000 m², une compensation à hauteur de 200 % est prévue par le Sdage. En outre, en site Natura 2000, toute zone humide de plus de 100 m² susceptible d'être impactée par un projet devra faire l'objet d'une étude d'incidences Natura 2000³⁰.</p> <p>La MRAe recommande :</p> <ul style="list-style-type: none">• de prescrire la réalisation des diagnostics nécessaires à l'identification des zones humides sur l'ensemble des zones ouvertes à l'urbanisation, quelle que soit leur superficie ;• de prescrire clairement le classement des milieux humides identifiés en zone non constructible dans les documents d'urbanisme.	<p>Concernant les modalités de protection des zones humides, le SCoT ne fait que reprendre le principe national et le principe du SDAGE visant à appliquer la démarche "Eviter Réduire Compenser", qui prévoit bien que l'évitement et la réduction sont des principes prioritaires. En ce sens, le SCoT respecte le cadre national et local et le PETR ne souhaite pas être plus prescriptif.</p> <p>Le DOO paraît clair concernant l'inconstructibilité des zones humides, dans la limite de l'application du principe "ERC", comme l'illustre l'extrait de la prescription III.10 ci-dessous :</p> <p>"L'inconstructibilité est le principe de base pour les réservoirs de biodiversité de la trame milieux humides et les zones humides. Ils sont à protéger par des prescriptions particulières dans les documents d'urbanisme."</p> <p>Le PETR souhaite conserver le seuil de surface fixé par le SCoT pour réaliser des prospections dans les zones susceptibles d'être ouvertes à l'urbanisation, soit 2500 m². Ce seuil n'est pas limitatif dans le sens où les PLUi peuvent choisir d'expertiser des sites de surface inférieure, notamment en cas de présomption ou de fort enjeu environnemental. Le PETR ne souhaite pas imposer des prospections pour tous les petits tènements susceptibles d'être urbanisés, compte tenu du coût élevé que cela peut représenter pour les collectivités réalisant les PLUi.</p>
67	MRAE	Montagne	<p>Par ailleurs, le projet de SCoT révisé prévoit, comme dans sa version précédente, la suppression de la protection des rives des plans d'eau concernés par les dispositions de la loi Montagne dont la superficie est inférieure à 2 ha, en les excluant du champ d'application de l'article L.122-12 du Code de l'Urbanisme garantissant une distance de 300 mètres. Il concède ainsi aux documents d'urbanisme la possibilité de préciser le type de construction autorisées sur ces berges. Bien que ne dérogeant pas aux exigences réglementaires en vigueur, ce choix ne semble pas pertinent, dans la mesure où un critère de surface est arbitrairement retenu, sans prendre en compte d'éventuels enjeux paysagers et écologiques. Ainsi, des petits plans d'eau, dont l'intérêt peut être cependant majeur, ne sont pas protégés.</p> <p>Compte-tenu de l'importance et de la vulnérabilité des milieux aquatiques et comme dans son avis du 21 avril 2020, la MRAe recommande vivement de retirer cette orientation régressive par rapport à l'objectif affiché de préserver la trame bleue.</p>	<p>Comme le souligne la MRAE, le SCoT respecte le cadre réglementaire en vigueur concernant l'application de la loi Montagne. La rédaction du SCoT a été rédigée en cohérence avec les dispositions de la Charte du PNR du Haut Jura.</p> <p>Le territoire du PETR accueille de nombreux plans d'eau dont la superficie est inférieure à 2 ha, dont certains peuvent avoir des usages multiples. L'objectif est de concilier les usages en adaptant les modalités de constructibilité au cas par cas.</p> <p>Le renvoi vers les PLUi pour arbitrer au cas par cas paraît pertinent afin de prendre en compte chaque situation particulière, ce que le SCoT ne peut faire. Il ne s'agit pas de fixer une règle générale qui serait bloquante pour des situations particulières.</p> <p>Il est proposé d'intégrer dans le DOO des critères de choix pour étayer les arbitrages des PLUi, notamment la prise en compte des usages existants et les enjeux paysagers et écologiques propres à chaque plan d'eau.</p>
68	MRAE	Biodiversité	<p>La trame noire est abordée succinctement dans le dossier mais ne fait pas l'objet d'une réelle identification³¹. Si le DOO prévoit qu'une « <i>attention particulière soit portée aux pollutions lumineuses</i> »³², les enjeux liés à la préservation de la biodiversité et des paysages nocturnes ne sont toutefois ni qualifiés, ni cartographiés. L'absence de traduction de la trame noire sur un document graphique opposable du DOO affaiblit la portée du document et les pistes d'identification des ruptures de continuité à restaurer seront à poursuivre dans les documents d'urbanisme de façon volontaire.</p> <p>La MRAe recommande qu'une cartographie de la trame noire soit intégrée dans le DOO (ou son annexe) pour identifier les ruptures de continuité au niveau local et favoriser l'efficacité des mesures prévues pour la préservation de la biodiversité et des paysages nocturnes.</p>	<p>Le DOO prévoit via une prescription la protection de la Trame Noire à l'échelle des PLUi. L'affichage d'une carte au sein du DOO n'est pas souhaitée par le PETR, qui ne dispose pas des données nécessaires. Cette question mérite un approfondissement à une échelle plus fine, dans les PLUi, comme le SCoT le demande.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
69	MRAE	Biodiversité	<p>En outre, le SCoT mentionne à plusieurs reprises le principe de la démarche « Éviter, réduire, compenser », y compris en ce qui concerne le réseau Natura 2000³³. Or, la compensation ne s'applique qu'en cas d'impact sur les espèces et/ou les habitats, ce qui va à l'encontre d'une volonté de préservation, et qui dans le cas du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 n'est possible qu'après avoir démontré le caractère impératif d'intérêt public majeur d'un projet. Seul l'évitement permet une protection stricte.</p> <p>La MRAe recommande que l'évaluation des incidences Natura 2000 soit corrigée en précisant que la compensation n'est possible qu'après avoir justifié de l'absence de solutions alternatives et démontré les raisons impératives d'intérêt public majeur d'un projet.</p>	Il est proposé d'apporter un complément dans l'évaluation environnementale.
70	MRAE	Eau	<p>Le DOO prescrit notamment aux documents d'urbanisme de conditionner toute ouverture à l'urbanisation à l'accès à un système d'approvisionnement en eau potable adéquat, à un réseau d'alimentation en eau potable (AEP) dont le rendement est conforme ou supérieur aux seuils réglementaires, et de veiller à l'adéquation entre la ressource disponible et les besoins³⁷ évalués. Dans les communes situées au sein des secteurs en tension, le développement est autorisé sous réserve que les capacités d'alimentation en eau potable soient confirmées sur le long terme, et que les prévisions démographiques et économiques soient en adéquation avec la ressource. Le DOO indique qu'en l'absence des conditions précitées, l'ouverture des zones à urbaniser est différée (zone 2AU) et conditionnée à l'engagement des travaux d'amélioration du réseau, puisqu'elles sont à considérer comme non desservies.</p> <p>Afin de conforter ces mesures, la MRAe recommande que le DOO précise que les documents d'urbanisme devront étayer les justifications, le cas échéant, par un état des lieux approfondi et la réalisation des études nécessaires permettant de démontrer l'adéquation des prévisions de développement avec les capacités d'alimentation en eau potable.</p>	Il est proposé d'apporter un complément au DOO pour demander aux PLUi de bien justifier que les projets d'ouverture à l'urbanisation sont cohérents par rapport au système d'approvisionnement en eau potable. Cela va dans le sens de la prescription déjà présente. Il n'est pas souhaité demander des études particulières aux PLUi, cela ne relevant pas de la prérogative du SCoT.
71	MRAE	Eau	<p>Le DOO prescrit ainsi aux documents d'urbanisme de conditionner l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs à la capacité à traiter les eaux usées et de mettre en cohérence la localisation et le phasage des zones à urbaniser avec les schémas directeurs d'assainissement et le plan d'actions programmé sur le réseau d'assainissement, afin de permettre un traitement approprié des eaux usées⁴⁰.</p> <p>Comme pour les mesures concernant l'eau potable, le DOO pourrait indiquer explicitement qu'en l'absence de mise en conformité préalable des stations d'épuration, d'adéquation de leurs capacités ou de travaux d'amélioration du réseau, l'ouverture des zones à urbaniser sera différée (zone 2AU).</p> <p>Comme précédemment, afin de conforter ces mesures, la MRAe recommande que le DOO précise que les documents d'urbanisme devront présenter à l'appui des justifications une analyse de l'état initial détaillée et les études nécessaires pour démontrer l'adéquation des prévisions de développement avec les capacités d'assainissement des eaux usées.</p>	<p>Le PETR ne souhaite pas faire évoluer les prescriptions existantes en matière d'encadrement du développement au regard des capacités d'assainissement. Le DOO prévoit déjà le conditionnement de l'ouverture à l'urbanisation de nouveau secteurs à leur capacité à traiter les eaux usées. Il est également prévu que les zones à urbaniser doivent être mises en cohérence, dans les PLUi, avec les schémas directeurs et les plans d'action sur les réseaux.</p> <p>Ces dispositions semblent suffisantes et relativement ambitieuses par rapport à ce que l'on retrouve dans d'autres SCoT. Une règle générale sur la conformité des STEP risque fortement de générer des problèmes sur certaines STEP, sur lesquelles des travaux d'amélioration sont prévus.</p>
72	MRAE	Eau	<p>Le DOO prévoit que pour les communes disposant de zones d'assainissement collectif et autonome, le développement est prioritairement envisagé dans les zones desservies par l'assainissement collectif. Aucune mesure n'est toutefois prévue pour les communes ne disposant que d'assainissement non collectif⁴¹.</p> <p>La MRAe recommande d'étudier des mesures pour conditionner le développement de l'urbanisation dans les secteurs en assainissement non collectif, et de les intégrer au DOO.</p>	<p>Le PETR ne souhaite pas conditionner le développement des communes n'étant pas équipées en assainissement collectif. En effet, certaines communes fonctionnent sur le principe de l'assainissement non collectif qui, s'il est bien géré et adapté à la situation locale, peut être tout à fait pertinent.</p> <p>Le PETR souhaite laisser le choix aux collectivités compétentes sur leurs politiques d'assainissement.</p>
73	MRAE	Eau	<p>Les prescriptions relatives à la gestion alternative des eaux pluviales auraient pu être plus exigeantes en termes d'objectifs quantitatifs, en imposant par exemple le zéro rejet d'eaux pluviales vers le réseau <i>a minima</i> pour les pluies courantes, la définition d'objectifs de régulation des débits d'eaux pluviales avant leur rejet pour les pluies d'occurrence supérieure ou la renaturation d'espaces artificialisés en compensation des surfaces nouvellement imperméabilisées (en lien le cas échéant avec les dispositions du SDAGE).</p> <p>La MRAe recommande de viser des objectifs quantitatifs plus ambitieux concernant la gestion des eaux pluviales dans les aménagements et de les retranscrire de façon concrète dans les prescriptions du DOO.</p>	La définition d'objectifs quantitatifs concernant la gestion des eaux pluviales dans les aménagements ne paraît pas envisageable à l'échelle du SCoT, les modalités d'aménagement devant être optimisées au cas par cas, avec des objectifs adaptés à chaque projet ou secteur.

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
74	MRAE	Risques	<p>Dans le contexte du changement climatique, qui risque d'aggraver les événements météorologiques extrêmes (comme le souligne le diagnostic), le SCoT aurait pu prévoir des prescriptions visant à améliorer la résilience de l'urbanisation existante en zone inondable (organisation viaire facilitant les secours, gestion de la vulnérabilité des réseaux...), afin d'aider les communes dans leur réflexion sur leurs documents d'urbanisme.</p> <p>La MRAe recommande d'étudier et d'intégrer dans le DOO des mesures visant à améliorer la résilience de l'urbanisation existante en zone inondable.</p>	<p>Les sujets évoqués par la MRAE (organisation des secours, gestion de la vulnérabilité des réseaux) relève des questions organisationnelles, sur lesquelles le SCoT peut difficilement être prescriptif. En outre, il faut rappeler que les projets en zones inondables seront déjà encadrés par les dispositions des PPRI et des PAPI.</p>
75	MRAE	Risques	<p><u>Nuisances sonores</u></p> <p>Le Pays Lédonien est notamment concerné par les nuisances sonores liées aux infrastructures de transport routier ou ferroviaire. Le DOO⁴⁶ édicte une localisation préférentielle des nouveaux projets d'habitat et d'équipements (équipements médico-sociaux, sanitaires, d'enseignement, etc.) en dehors des périmètres de classement sonore des infrastructures afin de ne pas augmenter l'exposition aux nuisances sonores des populations. La MRAe relève que si ce principe d'évitement est à appliquer en priorité, le DOO pourrait également encadrer les projets d'aménagement qui viendraient s'implanter dans des secteurs soumis aux nuisances sonores (à proximité des gares par exemple)⁴⁷.</p> <p>La MRAe recommande qu'en cas d'implantation de logements ou d'établissements sensibles dans des secteurs bruyants, le DOO impose aux documents d'urbanisme d'une part de justifier cette implantation, et d'autre part d'étudier des dispositions complémentaires pour réduire l'exposition des futurs habitants ou usagers aux nuisances sonores.</p>	<p>Il est proposé d'intégrer les précisions proposées par la MRAE dans le DOO.</p>
76	MRAE	Risques	<p>Afin d'assurer une meilleure prise en compte de la pollution des sols dans les documents d'urbanisme, enjeu sanitaire important, la MRAe recommande de clarifier la rédaction des prescriptions du DOO en mentionnant la nécessité d'études sur tous les sites potentiellement pollués pour lesquels une reconversion est envisagée, et pas seulement sur les sites pollués ayant déjà fait l'objet de diagnostics.</p>	<p>La réalisation des études sur les sites potentiellement pollués relève des politiques opérationnelles des collectivités, le SCoT ne peut les prescrire.</p> <p>La réalisation des études est suivie par la DREAL au moment des autorisations d'urbanisme, avec une approche au cas par cas.</p>
77	MRAE	Biodiversité	<p>L'Ambroisie à feuille d'armoise est une plante hautement allergisante pour l'homme et à fort potentiel d'envahissement. Il est à noter que cette espèce progresse à la faveur des aménagements humains (routes, voies ferrées, canaux, friches industrielles). Le risque lié à l'ambroisie est mentionné dans l'état initial de l'environnement⁵⁵ mais ne fait l'objet d'aucune prescription dans le DOO.</p> <p>En outre, le dossier ne traite pas de la problématique de la propagation d'autres espèces exotiques envahissantes dans les milieux naturels, et devrait être complété par le repérage de ces espèces à partir des données existantes.</p> <p>Ainsi, le SCOT devrait prévoir des prescriptions afin d'éviter la propagation des espèces envahissantes, en encadrant notamment le choix des essences dans les documents d'urbanisme et en indiquant la nécessité de réaliser un état des lieux des terrains avant tout projet de travaux pour ne pas disséminer des semences.</p> <p>La MRAe recommande au SCoT :</p> <ul style="list-style-type: none">• de prescrire des mesures de lutte et de gestion contre les plantes allergisantes, et notamment l'Ambroisie à feuilles d'armoise ;• de prendre en compte les incidences de la propagation des autres espèces exotiques envahissantes dans les milieux naturels.	<p>Le DOO demande d'ores et déjà aux PLUi de préciser la liste des espèces végétales interdites dans les aménagements, notamment invasives ou à fort potentiel allergisant.</p> <p>Le PETR ne souhaite pas lister ces espèces, compte tenu de l'évolution dans le temps qui nécessite de revoir régulièrement la liste des espèces concernées. Concernant l'ambroisie, elle n'est pas plantée dans les opérations d'aménagement, et la lutte contre sa propagation relève d'autres outils que les documents d'urbanisme (traitement des terres, nettoyage des engins de chantier...).</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
78	MRAE	Risques	<p><u>Risque vectoriel lié au moustique tigre</u></p> <p>La hausse des températures associée à la multiplication des épisodes pluvieux intenses est favorable au développement du moustique tigre (<i>Aedes albopictus</i>), vecteur de maladies transmissibles à l'homme et implanté dans le département du Jura depuis 2020, comme l'indique l'évaluation environnementale.</p> <p>Le SCoT révisé ne prend cependant pas en compte les enjeux liés à cette espèce, aucune mesure n'étant prévue pour en limiter la propagation et la prolifération. Le moustique tigre faisant partie des priorités de santé publique en Bourgogne-Franche-Comté⁵⁶, il conviendrait donc que le risque vectoriel lié à cette espèce fasse l'objet d'une prescription complémentaire.</p> <p>La MRAe recommande l'ajout d'une prescription supplémentaire afin d'assurer la bonne prise en compte du risque vectoriel lié au moustique tigre dans les documents d'urbanisme.</p>	<p>En lien avec l'observation n°7 de l'ARS, il est proposé d'intégrer dans le DOO des prescriptions pour prendre en compte dans les documents d'urbanisme la gestion des eaux stagnantes et l'enjeu de maîtrise des gîtes larvaires. Ces dispositions contribueront à lutter contre la prolifération du moustique tigre, entre autres.</p>
79	MRAE	Energie	<p>Le DOO prévoit que le développement des EnR se fasse prioritairement sur les espaces artificialisés, les toitures présentant une sensibilité moindre et au sein des zones d'activité⁵⁸, mais ne fait pas mention des zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAER). Il aurait pu davantage détailler les objectifs et les actions qui concernent les documents de planification afin d'être plus prescriptif.</p> <p>Le Pays Lédonien dispose également de deux autres leviers pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre : les transports et le bâti. Afin de réduire la consommation énergétique, le SCoT mobilise la conception bioclimatique des bâtiments nouveaux, l'amélioration du parc de logements existants, la réduction des flux de véhicules par le développement des alternatives à la voiture individuelle et des formes urbaines moins énergivores⁵⁹. Il vise également l'équilibre entre bassins d'emplois locaux et offre de logement et d'équipements et commerces de proximité.</p> <p>La MRAe recommande :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'actualiser les chiffres concernant la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre du territoire ;• de définir dans le DOO des objectifs chiffrés de production d'énergie renouvelable à l'échelle du territoire ;	<p>Le DOO ne fait pas mention des ZAER compte tenu du caractère non validé de ces zones à l'échelle régionale. Le cadre législatif (loi APER) est déjà très clair par rapport aux documents d'urbanisme, qui peuvent retranscrire ces zones (une fois validées) sans pouvoir exclure le développement de projets en leur sein. Le conditionnement des projets reste possible dans les PLUi.</p> <p>Concernant les données de consommation énergétique et d'émissions de gaz à effet de serre présentés dans l'EIE, ils correspondent aux données les plus récentes disponibles lors de l'élaboration du document, qui a déjà été progressivement actualisé entre 2022 et 2024.</p> <p>La définition d'objectifs chiffrés de production d'énergie renouvelable dans le SCoT n'est pas souhaitée par le PETR, ni obligatoire réglementairement. Ce travail relève du rôle des EPCI dans le cadre de leurs PCAET, en déclinaison des règles n°19 et 20 du SRADDET (qui fixe des objectifs quantitatifs à l'échelle régionale dans sont rapport d'objectif). Les élus n'ont pas souhaité que le SCoT se dote d'un volet PCAET et les EPCI sont compétents à ce niveau.</p> <p>Il est proposé d'intégrer une prescription dans le DOO, afin de bien décliner le SRADDET, en demandant aux PCAET d'expliciter leur trajectoire en fixant des objectifs quantitatifs cohérents avec la stratégie régionale de transition énergétique.</p>
80	MRAE	Energie	<ul style="list-style-type: none">• de prescrire l'identification des sites favorables à leur développement dans les documents d'urbanisme au regard du moindre impact environnemental ;• de garantir la préservation de la filière-bois en intégrant dans les objectifs du SCoT en prescrivant une gestion durable de la ressource.	<p>Le PETR ne souhaite pas imposer aux PLUi l'identification des sites favorables au développement des ENR, car ce travail est en cours dans le cadre de l'identification des ZAER. Cette identification demande un travail spécifique, ENR par ENR, qui relève du schéma des ZAER. Refaire l'exercice dans les PLUi ne semble pas être une solution pertinente.</p> <p>Concernant la filière-bois et la gestion durable de la ressource, le SCoT intègre déjà des orientations poussées, notamment dans le cadre de la prescription II-4.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
81	Etat	Artificialisation	<p>Rappelons que le projet d'aménagement stratégique reprend exactement l'objectif fixé par le SRADDET : réduire de 50,9 % la consommation d'ENAF entre 2021 et 2031, par rapport aux dix années précédentes. Ce taux sera porté à 55 % entre 2031 et 2041. Entre 2041 et 2045, à l'échéance du SCoT révisé pour la deuxième fois, le PAS prévoit de poursuivre cet effort, pour atteindre une réduction de 65 % par rapport à la période de référence 2011-2021. Ces perspectives paraissent compatibles avec les dispositions de la loi « climat et résilience » du 22 août 2021, et du SRADDET de Bourgogne Franche-Comté actuellement en vigueur.</p> <p>Toutefois, un nouvel effort très important en matière de sobriété foncière devra être consenti entre 2045 et 2050, pour atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) fixé par la loi précitée. Il aurait été par conséquent opportun de mieux répartir dans le temps la réduction de la consommation d'ENAF, et d'accroître l'effort envisagé entre 2025 et 2045, pour s'assurer que le territoire concerné par la révision en cours du SCoT sera en mesure d'appliquer le ZAN à l'échéance imposée (2050). Cette observation, qui figurait dans l'avis des services de l'État du 22 février 2024 concernant le PAS (cf. l'annexe III), n'a pas été prise en compte.</p>	<p>Cf. Observation n°61.</p> <p>Le SCoT respecte le cadre fixé par la loi Climat et Résilience, et par le SRADDET, en matière de trajectoire de lutte contre l'artificialisation. Les objectifs de réduction, largement débattus par les élus du PETR, représentent déjà une ambition conséquente. Une modification induirait des évolutions conséquentes dans le projet.</p> <p>Pour les périodes futures (2031-2041 et 2041-2045), ces objectifs pourront être questionnés dans le cadre des futures évaluations du SCoT (prévues tous les 6 ans), en intégrant les avancées observées sur le territoire, tout comme les évolutions législatives et réglementaires (SRADDET).</p>
82	Etat	Démographie	<p>Le PAS rappelle que : « <i>Le renforcement des centralités représente un enjeu majeur du Pays Lédonien à la fois pour limiter l'étalement urbain mais aussi pour répondre aux enjeux du développement durable.</i> » (p. 11) Le projet d'aménagement stratégique précise en particulier qu'il convient d'adosser l'offre d'équipements et de services à la trame urbaine (p. 20).</p> <p>Cette priorité affirmée en matière de développement aurait pu se traduire par une croissance démographique différenciée privilégiant les centralités, mais le PETR a préféré appliquer un taux annuel moyen d'accroissement de la population identique pour toutes les communes. Ce choix paraît cohérent, dans la mesure où le scénario retenu prévoit une augmentation très faible du nombre d'habitants, + 0,06 % par an, et une modulation de celle-ci en fonction de l'armature urbaine aurait été par conséquent très peu discriminante.</p>	<p>Le PETR prend note de l'appréciation des services de l'Etat concernant la répartition de la croissance démographique. Cette appréciation va dans le sens de la réponse faite par le PETR à l'observation n°54 de la MRAE.</p>
83	Etat	Mobilités	<p>4 - Les mobilités.</p> <p>L'une des priorités du PAS est de réduire la dépendance à la voiture individuelle, en confortant les transports collectifs et le covoiturage (p. 26-29). Le document précise qu'il est essentiel d'assurer la pérennité des lignes ferroviaires du Revermont et des Hirondelles, et de promouvoir le développement urbain et économique à proximité des gares, dont la vocation multimodale doit être renforcée. Le document a pour ambition d'encourager les mobilités « douces », par l'amélioration et l'extension des réseaux de voies vertes et de pistes cyclables. Pour celles-ci, le PAS préconise de privilégier l'aménagement des voies routières existantes, afin notamment de réduire la consommation foncière. Il pourrait être ajouté cependant que les nouvelles infrastructures « douces » peuvent être réalisées aussi en site propre, lorsqu'il est nécessaire d'améliorer la sécurité des cyclistes et de piétons par exemple.</p>	<p>Il est proposé de rappeler dans le PAS la possibilité de réaliser les nouvelles infrastructures douces en sites propres.</p>
84	Etat	Services	<p>En revanche, le projet d'aménagement stratégique ne fixe aucune orientation générale à propos des services proposés aux habitants en matière de santé, d'éducation, ou encore de culture. Alors que le territoire est concerné notamment par un projet structurant de construction d'une pharmacie centrale, le centre hospitalier lédonien n'est que très brièvement évoqué : « <i>Enfin, concernant le maintien et le développement des grands équipements et des services, l'hôpital de Lons-le-Saunier a bien des missions d'intérêt général et social, qui sont confirmées par la possibilité de se développer si besoin.</i> » (p. 17). La structuration d'un réseau de maisons médicales et de médiathèques par exemple, ou encore les formations proposées localement, professionnelles, notamment agricoles, ou après le baccalauréat, auraient méritées d'être évoquées dans le PAS.</p>	<p>Il est proposé d'ajouter dans le PAS une orientation pour le renforcement des réseaux de services aux habitants en matière de santé, d'éducation et de culture, en ciblant notamment le renforcement du réseau de maisons médicales, de médiathèques et le renforcement de l'offre de formation locale, professionnelle et en particulier agricole.</p> <p>Ce sujet est mentionné dans le DOO (prescription I-2).</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
85	Etat	Artificialisation	<p>1 - Réduire fortement l’artificialisation des sols et lutter contre l’étalement urbain (p. 7-22).</p> <p>Cet axe transversal du DOO reprend les objectifs du PAS en matière de sobriété foncière, et suscite par conséquent les mêmes observations.</p> <p>En outre, il paraît nécessaire de préciser sans ambiguïté que seules les « dents creuses » d’une superficie supérieure ou égale à 2 500 m² sont effectivement comptabilisées dans la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. Le document d’orientation et d’objectifs mentionne en effet que : « Ces plafonds d’artificialisation intègrent les espaces non bâtis situés dans l’espace urbanisé pouvant accueillir du développement (dents creuses) et les extensions urbaines. » (p. 9). Toutefois, il est écrit un peu plus loin que : « Si une dent creuse a une superficie supérieure à 2 500 m², alors elle ne peut pas être considérée comme du simple potentiel foncier au sein de l’espace urbanisé et doit donc être comptabilisée comme de la consommation foncière. » (p. 11). Il conviendrait d’harmoniser la rédaction de ces deux extraits du DOO, qui paraissent contradictoires.</p>	Il est proposé d'harmoniser les formulations, en retenant le critère de comptabilisation de la consommation d'espace pour les dents creuses de plus de 2500 m².
86	Etat	Economie	<p>À Moirans-en-Montagne, deux zones d’activités économiques (ZAE) sont recensées dans le tableau (p. 21), mais trois figurent sur la carte (p. 22). La justification des choix reprend le tableau et la carte, mais sur celle-ci, deux ZAE sont représentées à Moirans-en-Montagne (p. 60). Il serait opportun de veiller à la cohérence des informations à ce sujet.</p> <p>Enfin, il pourrait être intéressant de faire apparaître de manière différente les zones d’activités d’intérêt régional, et celles dites « communautaires ».</p>	<p>Il est proposé de clarifier la carte du DOO en ne faisant apparaître que deux carrés violets pour Moirans-en-Montagne, en cohérence avec la présentation du tableau qui précède. En réalité il y a 6 ZA distinctes, mais regroupés dans l'espace en deux ensembles de ZA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "Zone Sud", "Petit Gezon" et "Grand Gezon" au sud de la commune. - "En Vernoire", Zone Nord Ouest" et "Les Quarrés" au nord / nord-ouest de la commune. <p>Il est proposé d'actualiser également le tableau du DOO, à la marge, pour bien reprendre ces six ZA regroupées en deux puces.</p>
87	Etat	Services	Contrairement au PAS, le DOO évoque le projet de construction d’un nouvel hôpital et d’une pharmacie hospitalière centrale (p. 25). Toutefois, il n’est peut-être pas utile de mentionner la localisation précise de ces deux infrastructures (Perrigny - Pannessières), dans la mesure où celle-ci est susceptible semble-t-il d’évoluer.	Il est proposé de retirer la mention de la localisation précise comme le propose la DDT.
88	Etat	Général	Le document d’orientation et d’objectifs classe l’intégralité des communes du SCoT en fonction de la trame urbaine (p. 26-28). Il convient de corriger les erreurs matérielles, qui figurent dans les listes proposées. Celles des communes rurales par exemple n’est pas complète : il manque Châtel-de-Joux et Martigna.	Il est proposé d'actualiser la liste des communes en fonction de la trame urbaine.
89	Etat	Agriculture	<p>La prescription n° II-3 mentionne que les documents d’urbanisme doivent intégrer une analyse de la valeur agronomique des terres exploitées, a minima autour de l’espace urbanisé. Les critères retenus pour réaliser cette évaluation sont pertinents et précis. Cette analyse doit permettre de protéger le foncier particulièrement propice à l’agriculture, en interdisant toute urbanisation.</p> <p>Toutefois, les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles font partie des exceptions, et pourraient être autorisées (p. 43). Cette dérogation à la règle prescrite gagnerait à être précisée. En effet, la rédaction proposée actuellement semble permettre par exemple l’ouverture de carrières pour l’extraction de granulats, voire l’installation d’éoliennes ou de panneaux photovoltaïques, dans la mesure où les roches dites « massives » et l’énergie produite par le vent, la lumière et le soleil, peuvent être considérées comme des ressources naturelles. La réalisation de projets de ce type serait contraire à l’objectif fixé dans le cadre de la prescription n° II-3 : la préservation des terres agricoles dont la valeur agronomique est avérée.</p>	Il est proposé de faire évoluer la rédaction concernant l'exception pour les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles, pour parler des constructions et installations nécessaires à la gestion et à la valorisation des milieux naturels.

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
90	Etat	Forêt	<p>Dans le DOO, la prescription n° II.4 intègre bien les enjeux forestiers, en insistant sur la préservation des espaces boisés, de leur accessibilité et de leur desserte pour les besoins de la filière, mais également pour les services de secours (p. 45). Les mentions relatives à la sobriété énergétique contribuent également à l'atténuation des changements climatiques et de leurs conséquences, et donc à la protection des milieux naturels, parmi lesquels les forêts.</p> <p>Certes, le DOO était susceptible le cas échéant d'être complété par des orientations, des objectifs, voire des prescriptions traduisant concrètement l'une des préconisations du PAS : « encourager le développement de la filière bois..., y compris l'AOC bois du Jura ». En effet, l'utilisation du bois local dans la construction et la valorisation des produits issus des forêts du territoire, soutiennent une économie circulaire et non délocalisable, génératrice d'emplois locaux. Toutefois, les documents locaux d'urbanisme sont la traduction opérationnelle du SCoT. Dans le cadre de ces derniers, il peut être essentiellement envisagé de protéger les massifs boisés, et de prendre en compte leurs accès et leurs dessertes, ainsi que les infrastructures nécessaires à l'exploitation de la forêt (aires de stockage...).</p>	Le PETR prend note de l'observation des services de l'Etat, qui n'appelle pas de modification dans le dossier de SCoT.
91	Etat	Paysage	<p>Par ailleurs, la préservation, voire la valorisation des perspectives paysagères, qui est très pertinente et figuraient déjà dans les deux versions précédentes du SCoT, est mentionnée dans le chapitre du DOO dédié au développement de l'offre touristique (p. 61-68). Il serait peut-être plus pertinent d'évoquer ce sujet dans les pages consacrées aux paysages de l'axe 3 suivant : préserver le cadre de vie.</p> <p>Enfin, la prescription n° II.15 recense les lieux de visites majeurs, secondaires et complémentaires, et précise qu'ils peuvent faire l'objet de niveaux de protection différents (p. 63). Le Moulin de Pont des Vents à Montfleur est cité deux fois, parmi les sites secondaires et complémentaires. Il s'agit très probablement d'une erreur matérielle, qu'il convient de corriger.</p>	<p>Il est proposé d'intégrer un renvoi dans le chapitre paysage vers les prescriptions concernant la valorisation des perspectives paysagères.</p> <p>Il est proposé de rectifier le doublon sur le Moulin des Ponts des Vents.</p>
92	Etat	Eau	<p>À propos des zones humides en particulier, la prescription n° III-10 rappelle que les dispositions du SDAGE sur la séquence « éviter réduire, compenser » (ERC), s'appliquent aux zones et milieux humides (p. 88). Il conviendrait de mentionner qu'elles concernent aussi les cours d'eau, et notamment les « réservoirs biologiques ».</p>	Il est proposé de mentionner cette précision soulignée par la DDT.
93	Etat	Commerce	<p>5 - Le document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL).</p> <p>Le DAACL reprend les orientations et les objectifs du DOO en matière de développement commercial et logistique. Il prévoit en particulier de revitaliser les centres-bourgs, et de limiter l'étalement urbain en favorisant la densification des pôles existants, plutôt que leur extension et la création de nouvelles zones commerciales (p. 5). Les priorités retenues contribueront indéniablement à un développement durable du territoire.</p> <p>Il conviendra toutefois d'être très attentif à l'aménagement des secteurs périphériques d'implantation à Clairvaux-les-Lacs « route de Lons-le-Saunier », et à Orgelet « sous les murgers » (p. 41-44). Ils sont en effet situés à l'entrée des deux bourgs et en extension de l'urbanisation existante. L'impact paysager des établissements, qui seront construits sur ces deux sites, pourrait être par conséquent important. En outre, les activités prévues (« occasionnel lourd ») devront être compatibles avec celles déjà présentes dans les deux centralités concernées.</p>	Le PETR prend bien note du point de vigilance souligné par la DDT, qui n'appelle pas de modifications dans le dossier de SCoT (ces sujets étant déjà pris en compte).

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
94	Etat	Eau	Les dispositions de l'article L.141-15 déjà cité du Code de l'urbanisme, sont globalement traitées. Le diagnostic est composé de trois fascicules, consacrés au contexte socio-économique, aux paysages naturels et bâtis, ainsi qu'à la consommation foncière, et enfin à l'état initial de l'environnement. Dans celui-ci, des ressources en eau potable sont bien identifiées comme des zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE), par exemple Les sources du Besançon à Montagna-le-Reconduit et de la Doye à Graye-et-Charnay (p. 33), mais il conviendrait de proposer une liste exhaustive et à jour des ZSCE.	Il est proposé d'ajouter à l'Etat Initial de l'Environnement la liste des ZSCE, dans la limite de la disponibilité de l'information.
95	Etat	Risques	La partie de l'état initial de l'environnement, qui est consacrée aux risques, mériterait aussi d'être actualisée. Pour les feux de forêt (p. 198), l'arrêté préfectoral n° 2023-06-09-003 du 26 juin 2023 a remplacé celui 17 juillet 2017, et la carte proposée à la page suivante n'est plus d'actualité (elle doit être remplacée).	Il est proposé de modifier la carte concernant les feux de forêt.
96	Etat	Risques	Dans le paragraphe 5.1.1 dédié aux nuisances sonores liées aux infrastructures de transport (p. 208-216), les informations concernant les plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) sont inexactes. La 3 ^{ème} échéance du PPBE de l'État dans le département est abrogée, et il convient de prendre en compte l'arrêté préfectoral n° 2024-05-24-001 du 26 mai 2024.	Il est proposé d'actualiser les informations à l'appui de la remarque de l'Etat.
97	Etat	Montagne	<p>A - Le document d'orientation et d'objectifs (DOO) :</p> <p>Il reprend le principe d'urbanisation en continuité, instauré par les articles L.122-5 et L.122-5-1 du Code de l'urbanisme. Cependant, le DOO est parfois contradictoire. Il semble interdire le développement des hameaux et des groupes de constructions (p. 12), et l'autoriser un peu plus loin (p. 13). Il conviendrait donc de procéder à une clarification et à une harmonisation des prescriptions à ce sujet :</p> <p>1 - p. 12 : la formulation est ambiguë. En effet, il n'apparaît pas clairement que le développement des hameaux et des groupes de constructions est possible, et il conviendrait de préciser ce point ;</p> <p>2 - p. 13 : il faudrait rappeler la formulation exacte de l'article L.122-5 du Code de l'urbanisme : « les groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants » ;</p> <p>3 - p. 13 : la définition de l'urbanisation en continuité mériterait d'être précisée, en reprenant les dispositions de l'article L.122-5-1 du Code de l'urbanisme.</p>	<p>Il est proposé de clarifier le principe fixé dans le DOO qui vise à ne pas permettre les extensions dans les hameaux.</p> <p>Il est également proposé de reprendre la formulation exacte du code de l'urbanisme concernant la loi Montagne, en précisant que l'extension des hameaux et groupes de constructions n'est pas possible. Il est également proposé d'intégrer un encart concernant l'article L122-5-1 du code de l'urbanisme.</p>
98	Etat	Montagne	<p>B - Les annexes :</p> <p>Le diagnostic comporte un état des lieux complet de l'offre locale d'hébergements touristiques, et met en exergue que des évolutions, et donc des aménagements sont nécessaires. Toutefois, il n'est pas mentionné si des unités touristiques nouvelles (UTN) structurantes, qui doivent être impérativement recensées dans le SCoT, sont prévues. L'absence d'information à ce sujet permet de supposer qu'aucune création d'UTN structurante n'est envisagée, mais il conviendrait de le mentionner explicitement (article L.141-15 du Code de l'urbanisme).</p>	Le DOO précise bien que le territoire n'est pas concerné par des UTN structurantes (prescription B4). Il est proposé de clarifier la rédaction sur ce point.

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
99	Etat	Montagne	<p>C - Une remarque non réglementaire concernant les plans d'eau :</p> <p>Pour être exhaustif, les diverses observations à caractère réglementaire précitées peuvent être assorties d'une simple remarque complémentaire. Le DOO (p. 14) précise que les plans d'eau concernés par les dispositions de la loi Montagne, et dont la superficie est inférieure à 2 hectares, sont exclus du champ d'application de l'article L.122-12 du Code de l'urbanisme. Certes, ce choix ne déroge pas aux exigences réglementaires en vigueur. Toutefois, il ne semble pas pertinent, dans la mesure où un critère de surface est arbitrairement retenu, sans prendre en compte d'éventuels enjeux paysagers et écologiques. Ainsi, des petits plans d'eau, dont l'intérêt peut être cependant majeur, ne sont pas protégés.</p>	<p>Cf. observation n°67.</p> <p>Le territoire du PETR accueille de nombreux plans d'eau dont la superficie est inférieure à 2 ha, dont certains peuvent avoir des usages multiples. L'objectif est de concilier les usages en adaptant les modalités de constructibilité au cas par cas.</p> <p>Le renvoi vers les PLUi pour arbitrer au cas par cas paraît pertinent afin de prendre en compte chaque situation particulière, ce que le SCoT ne peut faire. Il ne s'agit pas de fixer une règle générale qui serait bloquante pour des situations particulières.</p> <p>Il est proposé d'intégrer dans le DOO des critères de choix pour étayer les arbitrages des PLUi, notamment la prise en compte des usages existants et les enjeux paysagers et écologiques propres à chaque plan d'eau.</p>
100	Etat	Montagne	<p>A - Les secteurs déjà urbanisés (SDU) :</p> <p>Le paragraphe du DOO (p. 15) rappelant la définition des secteurs déjà urbanisés (SDU), évoque trois critères cumulatifs. Il conviendrait d'en clarifier la rédaction afin de bien les distinguer, en identifiant trois alinéas au lieu de deux, afin de différencier « densité de l'urbanisation » et « continuité distincte d'une urbanisation diffuse ».</p>	<p>Il est proposé de clarifier la rédaction conformément à la proposition de l'Etat.</p>
101	Etat	Littoral	<p>L'article L.121-8 du Code de l'urbanisme précise que : « Dans les secteurs déjà urbanisés autres que les agglomérations et villages identifiés par le schéma de cohérence territoriale et délimités par le plan local d'urbanisme, des constructions et installations peuvent être autorisées, en dehors de la bande littorale de cent mètres, des espaces proches du rivage et des rives des plans d'eau... ». Il faudrait par conséquent retirer notamment de la carte du DOO (p. 17) les secteurs déjà urbanisés, qui ont été identifiés dans ces espaces, dans la mesure où les constructions et les installations ne pourront pas être autorisées. En outre, la Chartreuse de Vaucluse et le port de Barésia ne correspondent pas à la définition du SDU, mais plutôt à des constructions ou installations isolées.</p> <p>À l'inverse, il conviendrait d'étudier l'opportunité de compléter la liste des secteurs déjà urbanisés en ajoutant des hameaux, afin de permettre l'urbanisation de leurs « dents creuses » (sous réserve de la prise en compte des autres enjeux liés à l'aménagement du territoire, notamment les risques). C'est le cas par exemple des groupes de constructions d'Auge à Barésia, de Marsonnay à Largillay-Marsonnay, de Viremont à Cernon, Vampornay, Sézéria, de Merlia à Orgelet... Au hameau de Chavia à Onoz, une « dent creuse » fait l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) dans le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la région d'Orgelet. Celui-ci serait fragilisé juridiquement, si ce groupe de constructions n'était pas recensé parmi les SDU dans le SCoT.</p> <p>Enfin, il convient de s'interroger sur la pertinence de classer dans les « secteurs déjà urbanisés » les hameaux de Vouglans, Saint-Christophe, la Corne au bœuf et la zone industrielle nord de Moirans-en-Montagne, plutôt que de les considérer comme des villages ou des agglomérations, qui permettent les extensions de l'urbanisation, alors que les SDU n'autorisent que le comblement des « dents creuses ».</p>	<p>Il est proposé, à l'appui de l'avis de l'Etat, de reconsidérer la classification en villages ou agglomérations de certains "secteurs déjà urbanisés" : ZI Nord de Moirans (n'afficher que "Moirans"), hameaux de Vouglans, Saint Christophe, La Corne au Boeuf (n'afficher que "Moirans").</p> <p>Il est proposé de retirer les "autres secteurs déjà urbanisés" apparaissant sur la carte p.17 du DOO (points bleus), ainsi que la liste qui précède dans le DOO. L'identification des secteurs déjà urbanisés nécessite une approche fine qui relève de la compétence des PLUi.</p> <p>Ces secteurs urbanisés ont été intégrés principalement afin de faciliter la compréhension des coupures vertes affichées sur la carte, il ne s'agit pas d'une identification exhaustive des espaces urbanisés.</p> <p>Le SCoT n'a pas vocation à lister les hameaux de chaque commune concernée, l'objectif est que les PLUi fassent ce travail qui relève davantage de leur compétence.</p> <p>Il est également proposé de clarifier le fait que les extensions ne peuvent se faire qu'en continuité des agglomérations et villages. C'est bien le sens de la prescription suivante, qui sera clarifiée : "Sur l'ensemble de la commune, l'ouverture à l'urbanisation d'espaces doit être située en continuité avec les agglomérations et villages existants et dans des secteurs déjà urbanisés".</p>
102	Etat	Montagne	<p>B - Les coupures d'urbanisation :</p> <p>Il conviendrait de reformuler le paragraphe du DOO évoquant les coupures d'urbanisation (p. 16), afin de n'autoriser que les évolutions des constructions agricoles existantes, plutôt que les « nouvelles constructions agricoles dans le cas d'activités d'ores et déjà présentes sur site ».</p>	<p>Il est proposé de reformuler la prescription concernée dans le DOO, en laissant la possibilité, dans les coupures d'urbanisation, à l'évolution des bâtiments existants et à la construction de nouveaux bâtiments uniquement en continuité des bâtiments existants.</p>

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
103	Etat	Montagne	<p>C - Les orientations relatives à l'accès au littoral et au partage des usages :</p> <p>En application des dispositions de l'article L.141-13 du Code de l'urbanisme, le DOO pourrait être complété par un paragraphe précisant les orientations relatives à l'accès au littoral et au partage des usages, concernant notamment les activités de loisirs.</p>	L'évolution suggérée n'est pas souhaitée par le PETR, cela ne relevant pas du champ de compétence du SCoT.
104	SR3A	Eau	<p>2. État Initial de l'Environnement (EIE)</p> <p><u>2.13 - Les contrats de rivières et Plans Pluriannuels de Gestion (p.21)</u></p> <p>En complément des 2 contrats de rivière et du PPG du BV du Suran mentionnés et caduques, il est important d'ajouter que l'Espace de Bon Fonctionnement (EBF) a été défini en 2024 sur le Suran et ses principaux affluents, et qu'un plan d'actions a été produit dans ce cadre.</p>	Il est proposé d'apporter une précision sur ce point dans l'Etat Initial de l'Environnement.
105	SR3A	Eau	<p><u>3.2.2 - Inventaires patrimoniaux (p.72)</u></p> <p>Dans le paragraphe « Zones humides et milieux humides » sont listées les données disponibles sur le territoire. Il manque dans cette liste la mise à jour de l'inventaire des zones humides de la partie jurassienne du bassin versant du Suran, réalisée en 2023 dans le cadre de l'élaboration du Plan de Gestion Stratégique des Zones Humides (PGSZH) du SR3A.</p>	Il est proposé d'apporter la précision demandée dans l'Etat Initial de l'Environnement.
106	SR3A	Biodiversité	<p><u>3.3 – La trame verte et bleue (TVB) (p.89)</u></p> <p>En complément des cartographie citées, il serait possible d'ajouter que le SR3A a produit par modélisation une cartographie de la trame turquoise sur la partie jurassienne du bassin-versant du Suran.</p>	Il est proposé d'apporter la précision demandée dans l'Etat Initial de l'Environnement.
107	SR3A	Risques	<p><u>4.2.2 - Un risque inondation très présent (p.189)</u></p> <p>Il est cité plusieurs phénomènes de risques d'inondation majeurs à l'échelle du territoire. Il semble que la vallée du Suran puisse être également évoquée au vu des enjeux, et notamment des risques de débordements sur Val-Suran et de ruissellements sur Val-d'Épy. Un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) est d'ailleurs en réflexion, porté par le SR3A et actuellement dans sa phase de programme d'études préalable (PEP).</p>	Il est proposé d'apporter les précisions demandées dans l'Etat Initial de l'Environnement.

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
108	SR3A	Risques	<p><u>3.3.1 - Protéger les milieux aquatiques et économiser la ressource en eau dans un contexte de changement climatique</u> (p. 51)</p> <p>La prescription « Préserver et restaurer les zones humides, lacs et les cours d'eau pour une trame bleue plus résiliente » est bien développée. Il faudrait cependant ajouter que l'EBF du Suran doit être intégré dans les documents infra SCoT.</p> <p>Il serait également possible de préciser les échéances. En effet, le SDAGE vise à retrouver un bon état écologique des cours d'eau d'ici 2027 (restaurer leur continuité écologique, privilégier des aménagements écologiques des berges, mettre en place les espaces de bon fonctionnement (EBF)).</p>	Il est proposé d'apporter la précision demandée dans l'Evaluation Environnementale.
109	SR3A	Eau	<p>4. Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)</p> <p><u>3.2.1 - Préserver la biodiversité</u> (p.47)</p> <p>Outre les prescriptions visant à préserver les réservoirs et leurs fonctionnalités, il serait utile d'ajouter une prescription complémentaire visant à restaurer les espaces de bon fonctionnement (EBF) des cours d'eau, et autres continuités écologiques.</p>	Il est proposé d'intégrer dans le PAS la notion de restauration des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau.
110	SR3A	Eau	<p>3. Évaluation environnementale</p> <p><u>2.4. - Risques naturels</u> (p.26)</p> <p>Dans le tableau des atouts et faiblesses du territoire face aux risques, il serait utile de mentionner le risque d'inondation de la vallée du Suran par débordement, et de Val-d'Épy par ruissellement.</p>	Il n'est pas envisagé d'émettre une prescription particulière sur l'EBF du Suran, les prescriptions du DOO s'appliquant pour tous les cours d'eau. Evoquer spécifiquement le Suran ogliberait à évoquer chaque cours d'eau principal de manière spécifique.
111	SR3A	Eau	<p><u>3.2.1 - Préserver la biodiversité</u> (p.85)</p> <p>De la même manière que dans le PAS, outre les prescriptions visant à préserver les réservoirs et leurs fonctionnalités, il serait utile d'ajouter une prescription complémentaire visant à restaurer les espaces de bon fonctionnement (EBF) des cours d'eau, et autres continuités écologiques.</p>	Il est proposé d'intégrer une prescription dans le DOO pour demander aux PLUi de faciliter les travaux de restauration des espaces de bon fonctionnement, dans la mesure de leur portée réglementaire.

N°	PPA	Thématique	Remarque	Réponse apportée
112	SR3A	Eau	<p><u>3.3.1. Protéger les milieux aquatiques et économiser la ressource en eau dans un contexte de changement climatique (p.106)</u></p> <p>Parallèlement à la mise en œuvre de son plan d'actions, l'EBF du Suran a vocation à être intégré dans les documents infra SCoT : une prescription devrait être ajoutée en ce sens. Le SR3A peut vous proposer la formulation suivante (retour d'expérience d'un autre SCoT du territoire), à adapter à votre convenance :</p> <p>« Les documents d'urbanisme locaux doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la protection des cours d'eau par la définition d'une bande d'inconstructibilité, excepté pour : <ul style="list-style-type: none"> o Les aménagements de sécurité pour la gestion du cours d'eau ; o Les ouvrages hydroélectriques. - Délimiter et protéger les espaces de bon fonctionnement (EBF) des cours d'eau en différenciant les enjeux et les règles : marge de recul autour des cours d'eau du territoire, espace de travaux, espace concerté. - Préserver les rives des plans d'eau : « Les parties naturelles des rives des plans d'eau -1000 ha sont protégées sur une distance de 300 m à compter de la rive. Toutes constructions, installations, et routes y sont interdits » (L.122-12 du code de l'urbanisme). » 	<p>Cf. observation n°110. Il n'est pas envisagé de prescriptions spécifiques sur le Suran, cela nécessiterait une approche similaire pour tous les cours d'eau principaux.</p> <p>Les propositions faites par le SR3A renvoient à des prescriptions déjà présentes dans le DOO concernant la protection des espaces de bon fonctionnement et la mise en place de bandes inconstructibles aux abords des cours d'eau (prescription III-9) et concernant l'application de la loi Montagne (prescription B4).</p>
113	INOQ	Agriculture	<p>Les parcelles dédiées à la production d'AOP viticoles, reconnues pour leurs aptitudes particulières, doivent impérativement être protégées de tout programme d'aménagement venant porter atteinte à leur vocation agricole. En effet, il s'agit là d'un potentiel non reproductible, à valeur agricole remarquable, permettant une valorisation des produits qui en sont issus. Les zones de production des AOP viticoles font l'objet d'une délimitation parcellaire spécifique.</p>	<p>Le DOO demande d'ores et déjà aux PLUi de protéger les parcelles en production viticole reconnues AOP, dans la prescription II-3 : "Dans les périmètres à appellation d'origine contrôlée pour le vin, les terres cultivées à usage viticole sont protégées de toute nouvelle urbanisation, afin d'éviter le mitage de ces espaces. Cette protection ne couvre pas les espaces urbanisés et les zones non plantées à la date d'approbation du SCoT, c'est-à-dire en 2025."</p> <p>Il est proposé de compléter la justification des choix du projet pour souligner l'enjeu de protection de ces parcelles AOP, pris en compte dans le SCoT.</p>
114	INOQ	Agriculture	<p>La préservation des surfaces destinées à l'alimentation des animaux est primordiale, en raison des critères de provenance de cette alimentation inscrits dans les cahiers des charges, et qui imposent une part importante de l'alimentation produite sur l'exploitation et/ou dans l'aire géographique. De plus, pour l'AOP « Comté » la productivité des exploitations est liée à leurs surfaces fourragères. La production de lait destiné à l'élaboration de Comté est limitée à 4600 l/ha de surfaces fourragères. L'accès au pâturage des animaux est également un critère important que chaque producteur doit être en mesure de respecter. Compte-tenu des réflexions stratégiques en cours au sein des instances de l'INAO, l'importance du pâturage tendra à encore augmenter dans les années qui viennent.</p> <p>Les enjeux liés à la production de produits sous Signes d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) sont globalement bien identifiés dans le PAS qui prescrit de protéger les espaces dédiés à l'agriculture, de faciliter leur exploitation, et de contribuer au développement économique des filières agricoles, viticoles et sylvicoles.</p> <p>Cependant, la localisation des pertes d'Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF) n'étant pas connue à l'échelle du SCOT, l'impact sur les espaces agricoles ne peut pas être précisément identifié. Il conviendra de veiller dans les documents communaux et intercommunaux à limiter l'impact de la consommation d'espace sur les aires géographiques et parcellaires des AOP concernées et à épargner les exploitations productrices de SIQO.</p>	<p>Le PETR prend note des remarques de l'INOQ qui n'appellent pas de modification au dossier de SCoT. La consommation d'ENAF n'est, en effet, pas localisées à la parcelle, cela relevant de la compétence des PLUi. Le SCoT demande toutefois la protection des parcelles AOP viticoles, et la prise en compte de la valeur agricole des terres dans les choix d'urbanisation qui seront faits par les PLUi.</p> <p>Il est proposé d'intégrer dans le rapport de justification un rappel de l'importance de la préservation des prairies pour la filière Comté.</p>